

LES CAHIERS DU BOSPHORE
XXVI

HENRI NAHUM

**LA GRANDE GUERRE
ET LA GUERRE
GRECO-TURQUE VUES
PAR LES INSTITUTEURS
DE L'ALLIANCE
ISRAELITE UNIVERSELLE
D'IZMIR**

2005

SA

8094

THE ISIS PRESS
INSTANBUL





LES CAHIERS DU BOSPHORE XXVI

Hani NAIM

LA GRANDE GUERRE
ET LA GUERRE
GRECO-TURQUE
PAR LES INSTRUMENTS
DE L'ALLIANCE
ISRAËLITE UNIVERSELLE
D'IZMIR

LES ÉDITIONS
ISTANBUL



LES CAHIER DU BOURG XXVI

© 2003 Les Éditions Isis

Publié par les Editions Isis

Şemsibey Sok. 10

Beylerbeyi, 34676 Istanbul

Tel.: (0216) 321 38 51

Fax.: (0216) 321 86 66

e-mail:isis@tnn.net

www.theisispress.com

Première édition 2003

ISBN: 975-428-257-9



LES CAHIERS DU BOSPHORE
XXVI

Henri NAHUM

LA GRANDE GUERRE
ET LA GUERRE
GRECO-TURQUE VUES
PAR LES INSTITUTEURS
DE L'ALLIANCE
ISRAELITE UNIVERSELLE
D'IZMİR

LES ÉDITIONS ISIS
ISTANBUL



Henri Nahum est né en 1928 à İzmir, où sa famille habitait le quartier de Karataş. Formé en France, il a fait ses études de médecine à Paris et est devenu professeur à la faculté de médecine. Il a soutenu à la Sorbonne une thèse d'histoire sur les Juifs d'Izmir et y a consacré un livre (*Juifs de Smyrne XIX^e-XX^e siècle*, Aubier, Paris 1997), traduit en turc sous le titre *İzmir Yahudileri*, çeviren Estreya Seval Vali, Istanbul, İletişim Yayınları 2000. Il a publié en 2002 aux Editions Isis *Mis memorias. Una vida yena de drama i perikolos : un commissaire de police ottoman d'origine juive à İzmir au début du XX^e siècle. Les Mémoires de Rafael Chikurel*.



0554 8094



Dans le dernier quart du XIXème siècle, l'Alliance Israélite Universelle, ⁽¹⁾ fondée à Paris en 1860, crée un réseau d'écoles dans tout l'Empire ottoman. A Smyrne ⁽²⁾ l'école ouvre en 1876. D'autres suivent à Aidin, Magnésie, Pergame, Tireh, Cassaba. Les directeurs de ces écoles envoient au Comité Central, à Paris, des rapports réguliers et détaillés ; ils ne portent pas seulement sur le fonctionnement de l'école, mais aussi sur la vie de la communauté juive et sur la situation générale de la ville et de la région. Ils fournissent donc, mois après mois, parfois même jour après jour, des informations irremplaçables sur les événements qui se sont déroulés en Anatolie occidentale pendant la période 1914-1923.

L'approche de la guerre

Quelques semaines avant le début de la Grande Guerre, Talaat Bey visite Magnésie. Le directeur de l'école de l'Alliance rend compte de cette visite à Paris ⁽³⁾.

"Le ministre de l'intérieur, Talaat Bey a passé quelques heures à Magnésie [...] De bon matin, nos élèves, fillettes et garçons, gracieusement mis pour la circonstance, ont traversé les rues en bon ordre et, à maintes reprises, ont récolté les applaudissements de la foule. Ils ont stationné devant le conak, palais du

gouverneur. Nous n'attendîmes pas longtemps pour voir apparaître le sympathique ministre. Nos élèves, agitant fiévreusement de petits drapeaux dont ils s'étaient munis au départ, lui ont souhaité la bienvenue aux cris de : "Vive le Padishah, Vive Talaat Bey". La présentation officielle eut lieu dans le salon du Mutassarif (*sous-gouverneur*). La Communauté Israélite était représentée par les membres du Conseil Communal et par les directeurs de vos écoles. Le ministre nous a fait un accueil charmant. Lorsque les vieux notables se sont approchés de lui, il leur a dit en leur serrant fortement la main : "Besiman Tov, signores". Une fillette lui a offert un joli bouquet de fleurs et un de nos grands élèves a prononcé un discours en langue turque. Après qu'il eût entendu avec la figure la plus avenante nos compliments qui s'adressaient à son illustre personne et nos vœux qui allaient à la patrie, Talaat Bey salua aimablement et dit : "Nous n'avons rien à reprocher aux Juifs. De tout temps, ils se sont concilié notre estime. Jusqu'à présent, nous avons tiré un grand profit de leur présence parmi nous. C'est un peuple "sadik" (*fidèle*) et nos relations iront toujours s'améliorant".

Le départ a été particulièrement touchant. Comme nos élèves paradaient à la gare, le ministre a passé en revue nos rangs, s'arrêtant à chaque pas pour dire aux enfants tout le bien qu'il pensait de nos institutions. "Moi-même, ajouta-t-il, j'ai étudié dans une école de l'Alliance" (*Talaat Bey a été élève de l'école de l'Alliance d'Andrinople*). Ayant découvert la jeune fille qui, le matin, lui avait présenté le bouquet, il lui réitéra ses remerciements et lui fit quelques compliments en un espagnol fort correct.

Le ministre s'entretint ensuite quelques minutes avec le président du Conseil Communal sur la situation des Israélites de la ville, sur la vie qu'ils mènent, sur le genre de travail auquel ils s'adonnent.

Cette visite a présenté pour nous un intérêt remarquable. Les paroles flatteuses dont nous avons été gratifiés ont produit sur toute la population une excellente impression".

La réception d'un personnage officiel par les enfants des écoles avec discours de bienvenue, petits drapeaux énergiquement agités, et bouquet de fleurs offert par une fillette, est un exercice convenu à toutes les époques, dans tous les pays et sous tous les régimes. On peut néanmoins remarquer une chaleur particulière dans le rapport un peu naïf de ce directeur d'école, ainsi qu'un témoignage de sympathie un peu plus appuyé qu'il n'est habituel de la part du ministre, un des hommes les plus puissants du pays, membre du triumvirat qui gouverne l'Empire : il n'hésite pas à rappeler qu'il a été lui-même élève d'une école de l'Alliance, à s'adresser en espagnol à une fillette et à parsemer ses propos de quelques mots hébraïques.

La Turquie n'entrera officiellement en guerre qu'en novembre 1914 mais, dès l'été, les conséquences de la crise européenne déclenchée par l'attentat du 28 juin à Sarajevo se font sentir. Interruption des communications. "Nous sommes tenus dans une ignorance presque totale de ce qui se passe. La censure est d'une rigueur extrême. Les courriers arrivent bien irrégulièrement. Toutes les

banques sont fermées" (4). "Nous manquons totalement de nouvelles du dehors. A la suite de la fermeture des postes étrangères, les bateaux passent par Smyrne sans débarquer leurs valises postales. Si cela dure longtemps, vos lettres nous parviendront qui sait quand" (5).

Le fils du directeur de l'école de Smyrne réside à Paris. "Je me trouve, écrit le directeur, dans le plus grand embarras pour correspondre avec mon fils. Je suis donc contraint de recourir à l'indulgence du personnel de votre bureau pour le prier de bien vouloir faire suivre les lettres à l'adresse de mon fils que je vais inclure dans celles que j'adresse au Comité Central" (6).

Arrêt presque total des activités et répercussions économiques graves sur la communauté juive. "Cette saison aurait dû apporter une aisance relative dans les familles pauvres par le travail que des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants, trouvaient dans la manipulation des figues et des raisins secs. C'est sur le travail de cette saison que compte la totalité de la classe pauvre de Smyrne pour alléger quelque peu la misère du restant de l'année. Or, ce travail est réduit au dixième à peine, à cause du manque de fonds et seuls quelques privilégiés en profitent" (7).

Plusieurs semaines avant l'entrée en guerre officielle, le gouvernement décrète la mobilisation générale. Depuis que, quelques années auparavant, l'arrivée au pouvoir des Jeunes-Turcs a rendu le service militaire obligatoire pour tous les citoyens ottomans, les jeunes Juifs sont mobilisables. Le

directeur de l'école de Magnésie vient d'être muté à Téhéran ; il ne pourra pas rejoindre son poste ⁽⁸⁾.

"Des affiches ayant été apposées décrétant la mobilisation générale, *écrit-il*, il ne reste en ville que les invalides et les vieillards. Les marchés présentent un aspect lamentable" ⁽⁹⁾. "Dans la première quinzaine de septembre, j'ai été enrôlé et envoyé sous escorte à Constantinople où j'ai été incorporé en qualité d'élève officier à l'école militaire de Pancaldi" ⁽¹⁰⁾.

En fait, les appelés juifs, ne sont pas, le plus souvent, en situation d'égalité par rapport à leurs concitoyens musulmans.

"La mobilisation des classes de 20 à 45 ans a privé de leurs soutiens des centaines de familles israélites. Pour ne pas laisser ces pauvres gens manquer littéralement de pain, nous sommes obligés de nous adresser à la charité publique et, depuis trois semaines, nous distribuons des secours en espèces à 360 familles dont les seuls soutiens ont été appelés (je ne dis pas sous les armes, car aucun n'en porte) à grossir le nombre de ceux qu'on occupe aux réparations des routes et à la confection d'effets militaires. Notre classe ouvrière est particulièrement atteinte. On a surtout besoin pour les soldats d'habits et de chaussures et vous savez que les tailleurs et les cordonniers sont nombreux parmi les Israélites. On les a tous réquisitionnés, on n'en a pas laissé un seul. Ces pauvres diables, non seulement ne gagnent plus rien pour la subsistance de leurs familles, mais encore ils sont obligés de travailler d'une façon intense pendant plus de 12 heures par jour sous une surveillance très sévère. Or, pendant ce temps, les

femmes et les enfants, qui n'avaient jamais été habitués à tendre la main, sont obligés de recourir à la charité publique pour se procurer seulement un peu de pain" (11).

La misère s'installe donc dans la communauté juive de Smyrne. Le directeur de l'école de l'Alliance y insiste dans toutes ses lettres.

"La misère est grande. Toutes les affaires cessent. Les denrées sont d'un prix excessif" (12). "La misère devient de jour en jour plus grande parmi nos coreligionnaires" (13). "La misère générale est très grande" (14). "Vous ne sauriez concevoir l'état de misère sans précédent dans lequel se trouve la population israélite de notre ville" (15).

Malgré quelques inquiétudes et avec de grandes difficultés les écoles de l'Alliance continuent à fonctionner : elles échappent à la décision gouvernementale de fermer les écoles étrangères. (16). Les instituteurs sont souvent exemptés de mobilisation ; à Smyrne, la plupart d'entre eux restent à leur poste (17). Les difficultés économiques pèsent néanmoins lourdement sur le fonctionnement de l'école.

"Cette pénible situation aura son contre-coup sur les finances de nos écoles. Nous n'aurons pas le cœur d'exiger un écolage des enfants dont les pères sont à l'armée. Nous devons aussi nous montrer indulgents pour les autres car l'argent manque. Comment arriverons-nous à améliorer notre budget ?" (18).

La Grande Guerre

Les hostilités commencent dans les derniers jours d'octobre 1914. Le 28 octobre, les navires de guerre turcs bombardent les ports russes de la mer Noire. Le 3 novembre, la Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman ; le 5 novembre, c'est le tour de la France et de la Grande Bretagne⁽¹⁹⁾. Mais, dès le 2 novembre, le directeur de l'école de l'Alliance de Smyrne a écrit que "des vaisseaux anglais ont bombardé des petits navires ottomans ancrés dans le port de Vourla", proche de Smyrne⁽²⁰⁾.

De 1914 à 1918, Smyrne et sa région ne sont pas directement concernées par les événements militaires. Soumises à la censure, les lettres des directeurs des écoles de l'Alliance ne font aucune allusion aux victoires et aux défaites du Caucase, de Mésopotamie et de Palestine ni, non plus, à la question arménienne ou au déplacement des Grecs de la région égéenne. Ces lettres sont d'ailleurs très rares, très brèves et utilisent volontiers un langage codé. Les communications directes entre les pays ennemis que sont la France et la Turquie étant complètement interrompues, les courriers ne parviennent à destination que par divers intermédiaires.

"Nous continuons à rester sans nouvelles de Paris. Pour combler la mesure, la poste locale refuse depuis peu d'expédier la correspondance pour la France et les autres pays avec lesquels la Turquie se trouve actuellement en état de guerre. La semaine passée, j'ai essayé d'un détour pour vous faire parvenir une lettre

et, en date du 15 courant, j'ai eu l'honneur de vous en adresser une par l'intermédiaire du Grand Rabbin de Florence. (*L'Italie n'est pas encore entrée en guerre*) [...]. Cette fois-ci je me sers des bons offices d'un voyageur qui se rend à Rhodes". (*Depuis la fin de la guerre italo-turque de 1911-1912, le Dodécanèse est occupé par l'Italie*) (21). "Cher Monsieur Jacques, (*il s'agit probablement de M. Jacques Bigart, secrétaire général de l'Alliance*) il y a bien longtemps que je ne reçois de vos nouvelles" (22).

Le directeur de l'école de Smyrne passe aussi, après l'entrée en guerre de l'Italie, par l'intermédiaire d'un neveu résidant à Lausanne (23). Il a de plus en plus de mal à avoir des nouvelles de son fils à Paris ; il en demande et en obtient par l'intermédiaire du représentant de l'Alliance à Sofia, avant l'entrée en guerre de la Bulgarie.

"Les parents de Fernand Nabon vous seraient reconnaissants de me faire parvenir pour eux une lettre de ce jeune homme dont ils n'ont pas vu l'écriture depuis longtemps" (24).

Ces correspondances malaisées donnent des nouvelles des écoles. A Magnésie, l'école a été réquisitionnée et transformée en hôpital (25). Par contre, à Smyrne, elle fonctionne normalement (26). L'association Bene Berith envisage même d'ouvrir un établissement dans le faubourg résidentiel de Caratache (27). Toutefois, les problèmes ne manquent pas. Problèmes politiques :

"On ne peut pas employer des directeurs ou directrices, adjoints ou adjointes, de sujétion étrangère, dans les écoles privées fondées par des particuliers, communautés ou sociétés ottomans, sans en avoir obtenu l'autorisation du ministère" (28).

Crainte des événements militaires : Circulaire envoyée aux parents d'élèves (traduction du texte judéo-espagnol original).

"Monsieur, je me fais un devoir de déclarer : 1° que nos écoles sont autorisées à hisser le drapeau blanc et noir qui leur servira, dans la mesure du possible, à les protéger d'un bombardement éventuel, 2° que mon intention est de maintenir nos écoles ouvertes pendant les événements actuels aussi longtemps que 40 % au moins de l'effectif scolaire sera présent, mais sans aucune responsabilité de ma part (souligné dans le texte), 3° les parents sont donc libres de nous envoyer ou de ne pas nous envoyer leurs garçons et leurs filles, 4° que toutefois vu le grand calme que manifeste toute la population de Smyrne, nos élèves ne devraient pas interrompre leurs études dans nos écoles où ils se trouveront plus en sécurité que dans leurs propres demeures" (29).

Difficultés économiques sévères dans le fonctionnement des écoles :

"Nous sommes obligés de recourir à des expédients pour nous procurer un peu d'argent" (30).
"Les finances générales des écoles laissent beaucoup à désirer" (31).

*Les difficultés financières des écoles s'inscrivent dans une situation économique générale désastreuse (32).
L'inflation et l'irrégularité de versement de leurs salaires rendent la vie quotidienne des instituteurs eux-mêmes de plus en plus difficile.*

"Les professeurs souffrent beaucoup par insuffisance de ressources. Ils n'arrivent plus à manger à leur faim et ne peuvent pas subvenir à leurs frais

d'habillement. Ils sont endettés jusqu'au cou" (33). "Les professeurs manquent des objets les plus indispensables. Leurs traitements ne sont pas le tiers de ce qu'ils auraient dû être" (34). "Ces braves gens ne gagnent pas le quart de ce qu'il leur faudrait pour vivre" (35). "La situation matérielle des professeurs est des plus lamentables" (36).

Signé le 30 octobre 1918, l'armistice de Moudros n'est l'objet d'aucun commentaires écrit de la part des instituteurs de l'Alliance de Smyrne. Les communications sont encore très difficiles.

"Je vous confirme ma lettre du 23 octobre envoyée par un prisonnier anglais rentrant dans son pays [...]. Je profite maintenant de l'obligeance de M. Mille, secrétaire du Consulat général de France dans notre ville" (37).

Le directeur se félicite du rétablissement des relations consulaires avec la France et de la bienveillance du représentant français.

"M. Mille a prêté un appui moral très sérieux à nos coreligionnaires sujets ou protégés français qui ont beaucoup souffert pendant la guerre en leur double qualité de Juifs et de Français" (38). *La lettre ne donne pas de détails sur la nature et les raisons de ces souffrances : en tant que Français, on peut les comprendre, la France étant un pays ennemi ; en tant que Juifs, on n'en a pas d'explications.*

Le débarquement grec à Smyrne

Coup de théâtre le 15 mai 1919 : les troupes grecques débarquent à Smyrne. Arguant de troubles entre Grecs et Turcs, Venizelos a obtenu du Conseil Supérieur interallié de Versailles l'autorisation d'une occupation grecque de la ville. Les incidents survenus lors de cette occupation sont relatés par le directeur de l'école de l'Alliance ⁽³⁹⁾. "Après avoir passé de mauvais moments lors de l'entrée des troupes grecques à Smyrne, nous jouissons d'une parfaite tranquillité et je puis MAINTENANT (*en majuscules dans le texte*) vous donner, sans inconvénient, quelques détails sur les événements de la seconde quinzaine de mai. Le matin du jeudi 15 mai, nous avions à l'école, malgré les bruits alarmants de la veille, environ 400 élèves, lorsque, vers les 9 heures, nous entendons une fusillade très nourrie tout près de l'école. Il pleuvait aussi à verse et la grêle tombait avec rage. Tout notre petit monde, et le personnel lui-même, étaient en émoi, et j'avais peine à maintenir le calme. Je n'étais d'ailleurs pas moi-même bien rassuré. J'expédiai de suite un professeur au consulat de France avec instruction de suivre des rues détournées afin d'éviter tout danger, pour demander un acte écrit reconnaissant que notre école et notre personnel étaient sous la protection de la France, acte que je pourrais produire au besoin.

Une heure après, je reçus le papier demandé que Monsieur Laporte avait écrit de sa main, pour faire plus vite. Je hissai de suite le pavillon français sur nos écoles, et je fus relativement tranquille. En tout cas, la

vue des couleurs françaises rassurait les parents qui, venus pour les chercher, ont dû rester sous notre garde pour ne pas s'exposer aux dangers de quelque balle égarée.

Vers deux heures de l'après-midi seulement, nous avons pu sortir pour accompagner les enfants jusqu'à une rue où aucun danger n'existait. Je dois dire que j'ai trouvé auprès d'un officier grec le plus grand empressement à m'aider dans cette circonstance. Ce même officier, qui commandait le détachement opérant près de notre école, a fait preuve de beaucoup d'humanité, lorsque, à la demande de mon collègue de l'école normale musulmane qui se trouve vis-à-vis de notre école, je le priai de recommander à ses soldats de ne plus entrer dans cette école afin de ne pas effrayer les élèves. Cette école normale compte environ 100 jeunes âgés de 18 à 20 ans, dont, vu ce qui se passait dans la ville, il était en droit de craindre un mouvement hostile. L'officier s'est contenté de la garantie que les élèves se tiendraient tranquilles.

Vous avez certainement appris par les dépêches que l'entrée des troupes grecques dans notre ville ne s'est pas effectuée sans de graves incidents et sans effusion de sang. Beaucoup de magasins ont été pillés par la populace. On compte quelques-uns de nos coreligionnaires parmi les victimes de pillage et parmi les morts".

L'occupation de la région

Smyrne occupée, les troupes grecques prennent possession de toute la région.

"Après s'être installées à Smyrne, les troupes grecques ont effectué leur avancée vers les autres localités du vilayet" (40).

Les incidents se multiplient : l'hostilité vis-à-vis des Juifs de la part de la population grecque autochtone est manifeste.

"A Axar, aussitôt les troupes grecques arrivées, la population grecque s'est montrée très hostile à nos coreligionnaires. Des notables israélites ont été sérieusement molestés. Si bien que, après le départ des troupes d'occupation, les Grecs ne se sentant plus forts, se sont tenus tranquilles et mon correspondant m'écrit : "Enfin, nous pouvons respirer".

A Magnésie, les Grecs indigènes se sont montrés très hostiles aux Israélites lors de l'arrivée en cette ville des troupes helléniques. A Menemen, les incidents ont été plus graves encore puisqu'on y a blessé plusieurs Israélites, dont une est déjà morte des suites de ses blessures et qu'on y a pillé plusieurs magasins appartenant à des Juifs. On se plaint également à Aïdine des mêmes faits, c'est-à-dire d'animosité de la part des Grecs indigènes contre nos coreligionnaires; nous avons porté plainte contre ces faits très regrettables. Juifs et Grecs vivaient généralement en bonne intelligence jusqu'ici; des sentiments vilains ne se sont fait jour qu'à l'occasion de l'arrivée des troupes helléniques" (41). "A Aïdine, à Magnésie, à Tireh et partout, nos Israélites vivent dans une atmosphère de suspicion de la part des habitants grecs" (42).

L'hostilité de la population grecque embarrasse beaucoup les autorités grecques d'occupation qui ne cessent d'affirmer leur bienveillance vis-à-vis de la communauté juive.

"Je dois dire que les autorités grecques paraissent contrariées de ces incidents, mais elles n'ont rien pu faire jusqu'ici pour les empêcher. Qui sait ce que Smyrne nous réserve ?" (43). "Le Haut Commissaire hellénique [...] a fait les plus chaleureuses déclarations d'amitié pour les Israélites [...]. Tous les hauts fonctionnaires helléniques actuellement dans notre ville se montrent très désireux d'entretenir des relations cordiales avec nous. Ils nous le déclarent à toutes les visites que nous avons occasion de leur faire. Ils disent franchement qu'ils tiennent à s'attacher nos coreligionnaires. Malheureusement, les concitoyens grecs sont loin de montrer pour nous le même désir de relations cordiales. Au contraire, ils font tout ce qu'ils peuvent, en dehors de Smyrne, pour nuire à nos coreligionnaires" (44). "Je vous répète que les autorités helléniques de Smyrne paraissent les premières contrariées par les faits que nous leur signalons au fur et à mesure qu'ils parviennent à notre connaissance. Elles nous promettent de donner des instructions catégoriques pour qu'on traite mieux les Israélites. Elles donnent certainement des instructions mais il paraît qu'on n'en tient pas compte" (45). "Ce haut personnage [*le Haut Commissaire hellénique à Smyrne*], qui s'est toujours montré très accueillant chaque fois que nous sommes allés lui présenter nos doléances, et nous y sommes allés bien des fois, après nous avoir renouvelé pour la nième fois ses

protestations de sympathie pour les Juifs et son ferme désir de voir l'élément israélite et l'élément grec vivre en bonne intelligence a, non seulement télégraphié à Aïdine pour qu'on laisse embarquer les Israélites qui désirent se rendre à Smyrne, mais aussi a dit qu'il prenait à sa charge les frais de voyage des indigents" (46).

L'occupation grecque déclenche l'action de bandes d'irréguliers turcs, en particulier à Pergame.

"Dans les incidents de Pergame, incidents d'une gravité exceptionnelle, l'élément grec, il est vrai, n'y est pour rien. Je vous ai dit, dans ma lettre du 1er juin que j'avais fait parvenir à Monsieur Cattan, directeur de l'école de Pergame, une communication que j'avais reçue de Monsieur Laporte au sujet des troubles que l'on prévoyait dans cette ville. Ce qu'on craignait ne s'est que trop réalisé et, comme la ville est encore au pouvoir des bachi-bouzouks, nous n'avons aucune nouvelle des massacres qu'on nous rapporte y avoir été commis" (47).

Cette lettre est suivie d'un post-scriptum : "A l'instant je reçois des réfugiés de Pergame qui viennent d'arriver. Ils ont fait à pied une grande partie du voyage pour fuir devant les brigands turcs. Ils me racontent que deux Israélites ont été tués, que presque tous les magasins et toutes les maisons juives ont été pillés. On a enlevé jusqu'aux habits qu'on portait. Les troupes helléniques sont sur le point de faire une deuxième entrée dans la ville. Je sors pour arrêter avec la Communauté les mesures à prendre pour venir en aide au plus vite à ceux qui sont restés à Pergame sans un métallic (un sou) pour acheter du pain" (48).

Dans tous ces événements, la protection française est souvent sollicitée et facilement obtenue par les directeurs des écoles de l'Alliance. Elle porte, non seulement sur les écoles elles-mêmes, personnel et élèves, mais sur l'ensemble de la population juive.

"Les populations [de la région de Smyrne] craignaient de voir se reproduire les incidents de Smyrne. Pour mon compte, je me suis contenté de recommander aux directeurs des écoles de Magnésie de hisser le drapeau français, mais on n'a pas eu l'occasion d'en faire usage, tout s'y étant passé avec calme. Mais le directeur de l'école de Pergame m'ayant écrit que certains Musulmans menaçaient de s'attaquer surtout aux Israélites en cas d'arrivée dans la ville des troupes helléniques, je me suis adressé à Monsieur Laporte, Consul général de France, pour lui demander de faire protéger notre école et son personnel par le détachement français qui se trouve à Soma, gare la plus proche de Pergame. J'ai même demandé que la protection s'étendît, si possible, sur tous les Israélites de la localité. Monsieur Laporte, comme toujours, a agi sans tarder. Il a écrit à qui de droit et, pour tranquilliser mes coreligionnaires de Pergame, je leur envoyai ce matin copie de la réponse très rassurante que j'ai reçue à leur sujet. A cette occasion, je me fais un devoir de signaler au Comité Central, l'empressement qu'a toujours mis jusqu'ici le nouveau Consul général de France en notre ville à rendre service tant à nos écoles qu'à nos coreligionnaires chaque fois que j'ai eu recours à lui" (49). "A Pergame, notre directeur a pu partir avant que les incidents aient pu prendre de la gravité

et il a pu passer par les lignes dangereuses grâce à la copie de la lettre de Monsieur Laporte qu'il a exhibée à propos" (50).

A la lecture de toutes ces lettres, il semble bien que l'occupation grecque, qui avait en principe pour objet le maintien de l'ordre, a au contraire provoqué ou considérablement aggravé des troubles sérieux dans toute la région. Le Consul de France, dans le rapport qu'il adresse au Quai d'Orsay — mais ce n'est pas notre propos de l'analyser ici — considère cette occupation comme une erreur et, de manière prémonitoire, prévoit que la réaction turque "affirmera et s'organisera en réel danger contre toute la population chrétienne sans distinction" (51).

C'est à Aidin que les désordres culminent. Une multitude de groupes irréguliers armés turcs se sont constitués, parfois commandés par d'anciens militaires ou des civils, parfois aussi par des bandits qui ne cherchent que des occasions de pillage (52). Prise entre les troupes grecques et les irréguliers turcs, la ville change de mains plusieurs fois. Les boutiques sont pillées, les maisons incendiées.

"La situation actuelle de nos coreligionnaires de cette ville nous met tous dans la plus grande angoisse et nous sommes à peu près impuissants à leur venir en aide. Les rapports confus qui arrivent jusqu'ici ne nous permettent pas d'apprécier au juste les événements dont la ville est en ce moment le théâtre. Des wagons bondés de fuyards grecs sont arrivés et l'on n'y trouvait presque pas d'Israélites. On nous dit qu'il serait impossible à nos coreligionnaires de quitter la ville parce qu'ils n'arriveraient pas à obtenir une

place dans les trains en partance. Nous apprenons aussi que la plus grande partie des Israélites s'est réfugiée dans notre école s'abritant sous la protection du pavillon français. Le feu aurait consumé la plus grande partie d'Aïdine, mais aurait épargné, jusqu'hier midi au moins, le quartier juif.

Une démarche faite auprès du Haut Commissaire hellénique pour obtenir de lui un ordre de laisser partir aussi les Israélites qui désireraient émigrer, est restée sans effet, parce qu'il est impossible de faire parvenir un ordre à Aïdine. Le télégraphe est interrompu. Une autre démarche que nous avons faite auprès du directeur anglais du chemin de fer a eu le même résultat négatif : les trains ne peuvent plus aller jusqu'à Aïdine à cause de l'insécurité de la route ; le dernier train arrivé a eu son mécanicien tué ainsi que deux voyageurs. Comme je vous l'ai dit plus haut, nous sommes dans l'impuissance complète de faire quelque chose pour venir en aide à nos coreligionnaires d'Aïdine qui doivent passer des moments bien difficiles et terribles. On doit y manquer de vivres et impossible de leur en faire parvenir [...]. J'ai été ce matin au Consulat général d'Angleterre pour prier que des instructions soient données au Commissaire britannique qui se trouve actuellement à Aïdine pour qu'il protège à l'occasion nos coreligionnaires. "Je le ferai très volontiers, m'a dit Monsieur le Consul général, pourvu que j'arrive à communiquer avec la ville" ⁽⁵³⁾.

Quatre jours plus tard, le directeur de Smyrne a pu obtenir quelques informations.

"Nous sommes encore, à cause des difficultés de communications, dans l'incertitude de ce qui se passe réellement à Aïdine, mais, par des fuyards qui sont arrivés à Smyrne, nous apprenons des faits qui ne sont pas sans inquiéter au plus haut point.

La ville prise, perdue et reprise par les Grecs, a eu beaucoup à souffrir de tous ces changements qui se produisaient dans des espaces de 24 à 48 heures. La ville mise en feu, saccagée, la population dépouillée de tout ce qu'elle possédait, les vivres manquant etc. mettent la population en général, et nos coreligionnaires en particulier, en danger de souffrir beaucoup de la faim et des privations. Nous savons qu'une partie, la plus importante de la population juive, s'est réfugiée dans le local de l'école de l'Alliance. Mais là, entassés dans un espace trop restreint, manquant de vivres et de médicaments, nous craignons qu'une épidémie ne s'y déclare. On nous rapporte même que des irréguliers musulmans y seraient entrés et auraient systématiquement dépouillé les réfugiés de tout l'argent qu'ils portaient sur eux.

Dans l'incertitude donc où nous sommes de la situation réelle, nous nous sommes décidés à envoyer à Aïdine une commission chargée de nous faire un rapport fidèle afin que nous sachions ce que nous pourrions faire pour venir en aide à nos coreligionnaires d'Aïdine. Hier soir, nous avons obtenu un sauf-conduit pour cette commission, car il est défendu ou il est impossible de se rendre à Aïdine ou d'en venir [...]. Le rapport qui sera fait [*sera, je l'espère*] l'expression réelle de la vérité sans omission ni exagération" (54). *Encore trois jours : le directeur*

de l'école d'Aidin "a pu quitter Aïdine pour venir à Smyrne nous rendre compte de la situation réelle de nos coreligionnaires dans cette ville [...]. Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire dans ma lettre [*précédente*] la ville d'Aïdine a passé une semaine deux fois des mains des Turcs dans celles des Grecs pour rester définitivement au moins jusqu'à ce jour, entre les mains de ces derniers. Vous savez par expérience quelles sont les conséquences de ces changements : les uns détruisent ce que les autres ont épargné, volontairement ou par mesure STRATEGIQUE !! (*en majuscules dans le texte*). En ce moment, nos coreligionnaires sont pour le grand nombre entassés dans les écoles de l'Alliance, leurs maisons ayant été brûlées, leurs magasins pillés et incendiés [...]. Nous leur avons recommandé de dégager, si possible, l'encombrement qui existe dans les locaux des écoles de l'Alliance, afin d'éviter, s'il en est temps encore, la propagation de maladies contagieuses. Le directeur nous fait, en effet, une description bien noire de l'état dans lequel se trouvent nos coreligionnaires entassés dans nos écoles : pas assez d'eau, pas de cuisine, pas de lieux d'aisance en assez grande quantité. On ne se lave pas, on cuisine un peu partout et... on salit partout" (55).

Le directeur de l'école d'Aidin qui écrivait le 30 mai 1919 que "mardi, le 27 de ce mois, l'armée hellène a occupé pacifiquement notre ville" et que "les relations postales reprennent aujourd'hui avec les pays ententistes" (56) doit, quelques semaines plus tard, se réfugier en catastrophe à Smyrne. "Nous avons dû quitter Aidin sans pouvoir emporter rien qu'un

paquet de linge, dans la quasi-certitude que nos effets abandonnés seront volés (1 500 de nos coreligionnaires manquant de tout habitent l'école et notre maison) ou pillés par les bandes en cas d'un retour offensif des Turcs (déjà essayé à plusieurs reprises depuis notre départ) ou brûlés en cas d'incendie" (57). *Il adresse à Paris un rapport détaillé sur "la situation épouvantable faite à nos coreligionnaires d'Aidin par les événements qui s'y sont déroulés du 28 juin au 4 juillet et [sur les] besoins urgents et immédiats de nos malheureux frères [...]. Nous n'avons eu à déplorer la perte d'aucun de nos coreligionnaires pendant les combats qui ont eu lieu dans les rues de la ville. Nous avons pourtant eu à enregistrer 11 morts par accident et surtout des blessés pendant le séjour des bandes turques armées [...]. La presque totalité des magasins et maisons israélites ont été incendiés. Les quelques boutiques épargnées par les flammes ont été dévalisées. Presque tous nos coreligionnaires, au nombre de 2 000, logés dans nos écoles restées indemnes heureusement, ont été dépouillés de leur argent par les bandes armées qui les menaçaient de mort" (58).*

La ferme-école d'Or Yehouda est épargnée, mais on craint le pire. "Il n'y a pour le moment aucun incident dans la ferme. Mais comme les bandes la traversent à chaque instant et comme un assassinat a eu lieu tout près de là, les colons commencent à quitter la place. Le directeur tâche de se débarrasser des produits de la ferme pour ne pas les exposer au pillage éventuel des bandes" (59).

En fait, toute la région de Smyrne est à feu et à sang. Combats de rue, incendies, pillages, les populations vivent dans la peur. Les habitants n'ont pas toujours le droit de quitter leur ville pour se réfugier ailleurs.

"Malgré tous les ordres contraires venus de Smyrne, on défend à nos coreligionnaires de quitter Aïdine [...]. Par deux fois, et devant nous, des ordres ont été envoyés à Aïdine pour qu'on laisse partir les Israélites qui désirent quitter la ville et jamais ces ordres n'ont été exécutés" ⁽⁶⁰⁾. "Il nous a fallu nous rendre de nouveau auprès du Haut Commissaire hellénique pour lui demander de renouveler pour la troisième fois son ordre [*d'autoriser les Juifs d'Aïdine à quitter la ville*]" ⁽⁶¹⁾ "Tyreh [...]. La série continue, monotone et désolante. Un échappé de cette ville (je dis "échappé" parce qu'il est impossible aux Israélites de cette ville de s'en éloigner) est venu en mission nous demander de faire en sorte d'obtenir pour nos coreligionnaires de cette localité l'autorisation de partir. Je vous ai déjà écrit que nous avons demandé et OBTENU (*en majuscules dans le texte*) la même autorisation pour nos Israélites d'Aïdine et cependant nous n'en voyons encore aucun effet. Ceux de Tyreh désirent également venir vers nous. Ils ne craignent pas, eux, les bandes, mais ils déclarent que leur situation actuelle est intenable là-bas" ⁽⁶²⁾.

Lorsqu'ils arrivent à quitter leur ville, les réfugiés errent sur les routes, d'Aïdin à Milas, d'Axar à Magnésie, de partout à Smyrne ⁽⁶³⁾.

"Nous ignorons encore le sort de quelques familles parties d'Aidin à pied pour Milas le jeudi 3 juillet, la veille de la réoccupation de la ville par les Hellènes. Le bruit court qu'une partie de cette caravane a été massacrée en route" (64).

Entre les troupes grecques qui occupent la région, les irréguliers turcs que Mustafa Kemal n'a pas encore organisés, la population grecque souvent hostile, la population turque pas toujours bienveillante, les Juifs sont, au sens propre comme au sens figuré, pris entre deux feux. "Les Israélites sont accusés par les Turcs de favoriser les Hellènes et par ceux-ci de favoriser la révolte turque ou les intrigues italiennes". (65)

"Le chef militaire [grec] d'Aidine a dit au Président de la Communauté juive que les Israélites n'avaient nullement souffert de ces derniers événements, laissant entendre par là que les Turcs les ont ménagés. Or, ce dernier lui a prouvé, chiffres en main, que 200 maisons et 13 boutiques israélites ont été la proie des flammes, que toutes les autres boutiques israélites ont été pillées, que plusieurs Israélites étaient morts et que d'autres, huit paraît-il, ont été brûlés (*sic*) dans l'incendie. Deux des Israélites morts ont été ÉGORGÉS (*en majuscules dans le texte*). Que presque toute la population a été dévalisée de tout l'argent qu'elle avait pu sauver et qu'elle portait sur elle etc.

Tout cela ne prouve pas que nos coreligionnaires ont été ménagés. Lui-même, parti en mission de Smyrne avec un sauf-conduit que nous lui avons obtenu de la part du Haut Commissaire hellénique

s'est vu menacé d'être fusillé s'il ne dénonçait pas ceux de ses coreligionnaires qui "SE PRETAIENT AUX INTRIGUES ITALIENNES" (*en majuscules dans le texte*). Les Israélites continuent à rester confinés, pour la plus grande partie, dans le local des écoles de l'Alliance, manquant de l'indispensable, manquant ou rejetant le pain moisi qu'on leur donne parcimonieusement" (66).

Les écoles sont, bien entendu, fermées dans toutes les localités de la région. Elles servent souvent de refuges aux familles sinistrées (67).

A Smyrne, d'Aidin, de Magnésie, de Tireh, de Pergame, les réfugiés affluent.

"A la suite des troubles qui semèrent l'effroi dans la banlieue de Smyrne et ses alentours depuis le mois de mai dernier, une partie de la population [*de Magnésie*] s'est réfugiée à Smyrne. Tout porte à croire que la plupart de ces familles ne rentreront pas" (68).

A Smyrne, les possibilités d'accueil sont vite débordées. "Je conseille de ne pas trop encourager l'immigration en masse des Israélites d'Aidine vers Smyrne. Nous manquons totalement de locaux où les installer. Les émigrés de Pergame occupent les seuls dont nous disposions en ce moment. Il nous arrive aussi des fugitifs d'Axar qui craignent la répétition des événements dont ils ont été déjà une fois les victimes. Certaines familles de Magnésie émigrent aussi vers Smyrne car la situation dans tout l'intérieur de notre vilayet est loin d'être rassurante" (69). "Lorsque les Israélites [*d'Aidine*] arriveront en notre ville, nous ne savons où les loger à moins de leur accorder les

synagogues et les écoles. Je ne parle pas encore des sommes importantes dont nous pourrions avoir besoin pour nourrir tout ce monde, lui fournir la literie et les objets d'habillement dont ils sont tout à fait dépourvus" (70). "Le Conseil communal de Smyrne est loin de disposer des ressources nécessaires à remédier à tant de maux. Il faudra installer la majeure partie de nos coreligionnaires [d'*Aidin*] à Smyrne et leur fournir logement, linge, habits, nourriture, pendant quelque temps au moins et aviser de leur trouver du travail" (71).

A tous ces maux, il faut ajouter une inflation galopante. "Les journaux de Constantinople annoncent que le renchérissement de la vie qui était de 125 % s'est encore considérablement accru. Que dire alors de notre région ?" (72). *La situation ne fait en effet que s'aggraver. Dans les mois suivants, on lit :* "La vie a augmenté de 1 500 à 2 000 %" (73). "Les vivres sont devenus 20 fois plus chers en 1920 qu'en 1914" (74).

La protection française

Il est intéressant de remarquer qu'à travers toutes ces péripéties, les directeurs des écoles de l'Alliance se placent volontiers sous la protection française. Cette protection ne pourrait surprendre que si on ignorait le caractère très français de l'Alliance Israélite Universelle. Elle a été fondée à Paris. Elle est étroitement dirigée par un Comité Central siégeant à Paris. Elle proclame l'universalité de la langue et de la culture françaises.

"L'école d'Aïdine, où se sont réfugiés les Israélites de la ville, s'abrite sous le pavillon français" (75). [*Le directeur de la ferme-école d'Or Yehouda*] "a obtenu du Consulat général de France l'envoi de quelques marins français pour protéger la propriété" (76). "Depuis l'occupation hellénique de Magnésie, le Consul de France du vilayet de Smyrne a pris notre école, ainsi que toutes les autres écoles du vilayet sous sa protection et nous a autorisés à hisser le drapeau français. A notre demande, un jour qu'il était venu à Magnésie, ne pouvant nous délivrer un document en règle, il nous a envoyé une lettre de Smyrne pour certifier que l'école de l'Alliance de Magnésie, ainsi que ses directeurs et son personnel enseignant, étaient sous la protection française et, qu'en conséquence, les autorités helléniques d'occupation étaient priées de vouloir bien leur donner protection et leur porter aide en cas de besoin. Ce document, arrivé à temps et si à-propos, empêcha notre local de tomber à nouveau entre les mains des soldats venus le réquisitionner le 15 juin, juste le jour où nous reçûmes cet acte. C'est alors que nous avons usé pour la première fois et avec efficacité du pavillon français. M. Delbarre, lieutenant français qui se trouve à Magnésie et qui est chargé de nous protéger, avisé de suite par nous, en fit l'observation au gouverneur musulman de la ville et au commandant hellène. Il lui fut répondu qu'on ignorait que le local fût français" (77).

Même situation à Aidin : le directeur de l'école s'adresse au Consul de France pour lui demander d'intervenir auprès des autorités d'occupation grecques.

"Aussitôt que j'ai appris que l'école a été évacuée par nos coreligionnaires [*qui s'y étaient réfugiés pendant les combats*], j'ai écrit [...] au gouverneur hellénique pour le prier de mettre sous scellés le mobilier scolaire et la maison. Malheureusement, aucune suite n'a été donnée à ma demande et je viens d'apprendre que des voleurs sont entrés chez moi et que des Grecs dorment tous les soirs à l'école. Je me suis adressé au Consul de France à Smyrne, qui a bien voulu écrire au Haut Commissaire hellénique, le priant de donner satisfaction à ma demande" (78).

Ne manquent pas non plus les déclarations d'amour pour la France de la part des instituteurs et des élèves des écoles de l'Alliance, ni les déclarations de sympathie pour les Juifs de la part des représentants français. Les uns et les autres paraissent avoir oublié que la France et la Turquie se sont trouvées dans des camps opposés pendant quatre ans, que les troupes françaises et turques ont durement combattu les unes contre les autres aux Dardanelles. A Smyrne, le 14 juillet 1919 est l'occasion d'une démonstration d'amitié.

"Cet anniversaire a été fêté cette année avec une solennité particulière. Nos écoles ont pavoisé, le Club juif aussi. A la réception de ce matin au Consulat général de France, une délégation de nos écoles, composée de trois fillettes et deux garçons a présenté une belle gerbe de fleurs à Monsieur Laporte, Consul

général de France, qui s'est toujours montré, comme vous le savez, envers nous, le digne représentant de la République. Une des fillettes a prononcé les paroles suivantes qui ont paru faire une certaine impression sur les nombreux Français présents "A l'occasion du glorieux anniversaire qu'on célèbre en ce jour, permettez, Monsieur le Consul général, et vous, Messieurs, à des élèves des écoles de l'Alliance Israélite, de vous présenter, en leur nom et au nom de leurs 1 500 camarades de Smyrne, les vœux les plus ardents de bonheur et de prospérité pour votre pays, la France, que nous avons appris à beaucoup aimer. Nous étudions votre belle langue, nous commençons à lire et à comprendre vos auteurs, nous imprégnons nos esprits des idées généreuses qu'ils expriment, nous nous habituons à penser et à émettre nos idées en français, nous devenons ainsi vos compatriotes par notre éducation et par nos sentiments. En cette qualité, nous faisons nôtres vos fêtes, vos joies et vos tristesses. Nous nous réjouissons donc en ce jour avec vous de ce que, après cinq années de luttés héroïques, vous pouvez fièrement fêter le QUATORZE JUILLET (*en majuscules dans le texte*). Vive la France" (79).

A Magnésie, une cérémonie analogue a eu lieu quinze jours auparavant.

"Monsieur Laporte, Consul général du vilayet de Smyrne, accompagné de l'inspecteur de la gendarmerie turque, d'un enseigne de bateau (*sic*) et de M. Delbarre, lieutenant français au service de la Compagnie militaire des Chemins de fer et résidant à Magnésie, a visité le 8 juin notre école. Monsieur

Laporte, ayant appris par le lieutenant qu'il existait une école de l'Alliance à Magnésie [...] se dirigea vers notre école à l'improviste. A peine arrivé, il monta voir les enfants de l'Asile⁽⁸⁰⁾. Il fut charmé d'entendre réciter quelques bambins, puis passa aux deux dernières classes de garçons où il fit lire quelques petits.

Dès qu'il descendit pour voir les autres classes, il trouva, rangés dans le corridor, les garçons et les fillettes des premières classes qui entonnèrent aussitôt "un vivat pour la France". Le Consul félicita les enfants pour le plaisir qu'ils venaient de lui causer et fit remarquer les yeux vifs et intelligents de quelques unes d'entre elles. Puis une fillette de 12 ans récita "Le cheveu blanc", morceau très approprié pour la circonstance. Il félicita chaudement l'enfant pour sa diction et raconta à la suite du morceau la variante qui s'y rapporte. Ensuite il se mit à s'entretenir avec les enfants et leur demanda s'ils aimaient la France, pays de la Liberté, et les Français. Puis il a ajouté : "Nous autres Français, nous aimons beaucoup les Israélites, car bon nombre d'entre eux se sont battus et sont restés sur les champs de bataille avec les nôtres. Il faut aimer les Français, mes enfants, car eux aussi vous aiment bien".

Avant de se retirer, Monsieur Laporte nous réitéra ses félicitations et nous promit sa protection en cas de besoin. Puis s'adressant aux élèves, il leur dit toute la satisfaction qu'il éprouvait de s'entretenir avec eux et de les voir travailler si ardemment la langue française.

La visite ne fut pas longue car ses moments étaient comptés et comme nous nous excusions de n'avoir pas même eu le temps de préparer un simple bouquet de fleurs, nous désignant du doigt d'une part le pavillon tricolore qui flottait, et d'autre part les élèves, il nous dit : 'Vous m'avez offert, Mademoiselle, la France et des fleurs naturelles, cela me suffit, je ne pouvais rien désirer de mieux' et il partit" (81).

Inquiétude sur l'avenir

Pour en revenir à la situation générale en Anatolie occidentale, les lettres des instituteurs de l'Alliance en brossent un panorama bien sombre. La réalité est probablement encore pire, comme l'explique le directeur de l'école de Smyrne.

"Vous m'informez que vous avez communiqué aux journaux israélites de Paris ma relation du 1er juin. J'ai vite couru à mes copies de lettres pour voir ce que j'avais écrit. Heureusement que rien de compromettant ne s'y trouvait. Je vous serais reconnaissant de vous montrer très prudent sur ce point. Nous sommes tenus à une réserve des plus rigoureuses dans nos actes, nos paroles et nos écrits. Si je ne comptais pas sur la loyauté des censeurs français, je ne vous aurais même pas écrit le peu que vous avez lu de moi au sujet des événements dont notre province est actuellement le théâtre. Je ne vous rapporte d'ailleurs de ces événements qu'une partie de ce qui concerne nos coreligionnaires, car il faut que vous soyez exactement renseignés sur ce point. Autrement, je me garde bien de faire de la politique" (82).

De quoi demain sera-t-il fait ? Malgré sa réserve, quelques phrases du directeur de l'école de Smyrne témoignent de son inquiétude, ainsi que de sa désapprobation de la politique des puissances de l'Entente au sujet de l'Anatolie occidentale.

"Quelle ironie du sort [...]. Lorsque tout le monde se réjouit pour la libération des peuples à la suite des victoires de l'Entente, les Israélites de l'Asie mineure voient en perspective la menace d'une vie moins libre, moins prospère que celle d'avant-guerre" (83). "L'insécurité est partout à l'intérieur de notre vilayet, je devrais dire dans cette 'Nouvelle Macédoine' que l'Entente vient de créer, comme on dit communément dans notre ville. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que l'écho de la Grande Guerre, nous l'avons maintenant sous nos murs et qui sait si Smyrne même pourra être épargnée" (84). *Avertissement prémonitoire.*

L'offensive grecque de l'été 1920

Alors que les troupes grecques débarquées à Smyrne le 15 mai 1919 occupent la région, l'insurrection kémaliste s'organise. Arrivé à Samsun sur la mer Noire le 19 mai 1919, quatre jours après l'occupation grecque de Smyrne, Mustafa Kemal ne tarde pas à rassembler des partisans. Au congrès d'Erzerum en juillet 1919, à celui de Sivas en septembre 1919, à la Grande Assemblée Nationale d'Ankara en avril 1920, le mouvement kémaliste s'oppose avec force au gouvernement du Sultan et aux forces d'occupation. L'Anatolie orientale est

aux mains des partisans de Mustafa Kemal. En Anatolie occidentale, des bandes de francs-tireurs harcèlent les troupes grecques. Avec le feu vert britannique, le gouvernement d'Athènes décide d'en finir avec l'insurrection kemaliste et lance une offensive de grande envergure le 22 juin 1920.

On trouve les échos de ces événements militaires dans les lettres de nos instituteurs.

"Vous avez dû lire dans vos journaux (les nôtres n'ont pu rien en écrire) que Nazili a été complètement détruite et que les habitants en ont été ou massacrés ou emmenés par les nationalistes turcs. PAS UN SEUL HABITANT (*en majuscules dans le texte*) n'y est resté, nous a-t-on dit. Toute la ville aurait été brûlée lors de la dernière avance des troupes helléniques.

Nazili est très voisine de Aidine. Or, des familles israélites de cette ville [...] ont voulu étudier avec moi les moyens d'avoir des nouvelles de leurs nombreux parents qui habitaient la ville détruite. Je me rendis chez le commandant militaire de la ville [*Aidine*], lui exposai l'anxiété de mes coreligionnaires et lui demandai l'autorisation de me rendre à Nazili pour y faire une enquête. Le Commandant m'écouta avec une vive attention : il semblait ému. Il me répondit de suite que, bien qu'aucun voyageur n'ait encore été autorisé à se rendre à Nazili depuis les tout derniers événements, il m'autoriserait à me servir de l'automobile qui se rend vers le front pour chercher les malades afin de m'y rendre moi aussi en compagnie de deux notables israélites. Sur ma

demande, j'ai aussi été autorisé à prendre dans la synagogue de Nazili, si celle-ci n'avait pas été brûlée, les objets sacrés que j'y trouverais. Malheureusement, l'automobile n'est pas revenue à temps, je devais quitter Aïdine [...] mais mes deux compagnons ont pu partir le dimanche 18. Ils me feront un rapport détaillé" (85). "Je viens de recevoir le rapport sur Nazili fait par les deux membres du Conseil communal (*d'Aïdine*) que j'y ai envoyés.

La ville est vide de TOUS (*en majuscules dans le texte*) ses habitants [...]. Il ne reste presque plus de maisons, toutes ont été brûlées avant l'arrivée des troupes helléniques. Quelques maisons israélites sont parmi les épargnées, mais toutes sont vides de leur contenu. Les effets déchirés et mis hors d'état de servir, traînent par les rues. La synagogue n'a pas été brûlée mais tout ce qu'il y avait de précieux a été enlevé. On y a trouvé quantité d'effets accumulés probablement par la population qui a dû s'y réfugier, mais tous les effets sont en pièces. On a trouvé également, dans la synagogue, les lambeaux d'un rouleau de la loi. Plusieurs rues sont couvertes de taches de sang, ce qui prouverait que des tueries s'y seraient perpétrées. Mes envoyés emportaient, en dehors du lambeau du rouleau de la loi, un lustre qui avait été épargné sur les trois qui existaient. En route, à leur retour, ils ont rencontré le commandant des armées helléniques qui leur a dit avoir mis en lieu sûr deux rouleaux de la loi en assez bon état. Ces objets du culte ont aussi été remis aux Israélites et rapportés à Aïdine.

Le Haut Commissaire hellénique de Smyrne, consulté sur le sort de la population israélite de Nazili, dit n'en savoir rien. Nous savons seulement qu'une grande partie a été emmenée par... je ne sais qui. Nous sommes très inquiets sur le sort de nos coreligionnaires de là-bas qui étaient au nombre de 450 [...]. Nous vous avons expédié aujourd'hui un télégramme, vous priant de vous renseigner auprès de votre gouvernement sur le sort de ces malheureux et de leur porter secours si cela vous est possible. Nous ne le pouvons pas d'ici" (86). *Voici le télégramme annoncé* : "Sommes extrêmement angoissés sort population israélite Nazili. Environ 450 âmes déportées destination inconnue avant occupation hellénique. Vu impossibilité pour nous intervenir directement prière faire démarches pour les retrouver, aider et rapatrier" (87).

"Nous avons pris la liberté de vous adresser [...] le télégramme suivant "[...] Réfugiés d'Anatolie arrivent en masse. Misère noire. Nécessité urgente [...]". Nous avons pu obtenir l'autorisation de l'acheminement vers notre ville des Israélites qui avaient fui de Nazili ou en avaient été emmenés de force lors de l'approche des troupes helléniques. Des télégrammes de Melasse et de Rhodes nous annoncent que près de 500 de ces malheureux sont déjà en route vers Smyrne [...]. Comme il fallait agir vite, des commissions spéciales ont parcouru les synagogues de la ville le jour même de Kippour et malgré la solennité de la journée ou à cause peut-être de cette solennité, nous avons pu recueillir [...] une somme d'environ 5 000 livres turques [...] Nous ne

manquerons pas de vous tenir au courant de tout ce qui aura été fait pour les malheureux coreligionnaires qui nous arriveront épuisés par les privations, les fatigues, les souffrances de toutes sortes et en guenilles. On nous rapporte que des familles habituées au plus complet confort manquent de linge et de chaussures. Elles auraient fait de longues marches pieds nus" (88). "121 Israélites de Nazili ont débarqué cette semaine à Smyrne. Environ 300 autres sont encore à Melasse ou dans les environs. Les kemalistes, tout en ne les molestant d'aucune sorte, tout en leur venant même en aide sur place, entravent leur départ pour Smyrne. Nous espérons toutefois faire rapatrier ces pauvres malheureux au plus vite"(89).

L'offensive grecque progresse facilement. Elle déborde largement la région de Smyrne vers l'Est. Les forces grecques s'emparent même, plus au Nord, de Brousse, la vieille capitale ottomane d'avant la conquête de Constantinople. Une "paix hellène" semble s'installer.

"A Axar, grâce à l'occupation hellénique, le calme et la sécurité sont complètement rétablis [...]. Les Israélites de cette localité avaient dû fuir jusqu'au dernier, pourrait-on dire, si un seul vieillard n'y était resté, lors de l'approche des troupes helléniques. S'ils n'étaient pas partis à temps, ils auraient risqué d'être massacrés comme l'ont été bon nombre de leurs concitoyens par les "tchetés" (nationalistes turcs). Presque tous les expatriés se dirigèrent vers Smyrne ; quelques-uns s'arrêtèrent à mi-chemin, à Magnésie. Il a fallu organiser à leur intention les secours comme

nous l'avions déjà fait pour les réfugiés d'Aïdine [...]. [Maintenant] petit à petit, chacun rentre chez soi" (90). *Maintenant, chacun rentre chez soi...* "Plusieurs Israélites, plutôt que de traîner à Smyrne à la charge de la Communauté sont retournés à Axar où ils sont au moins sûrs de trouver une maison, tandis qu'à Smyrne ils ne savent où loger" (91).

Les familles de Pergame et de Tireh qui avaient quitté leur domicile en mai et juin 1919 étaient déjà rentrées (92).

Ce retour à une situation normale est encouragé par les autorités grecques.

"Le gouvernement hellénique favorise le retour dans leurs foyers de toute la population, y compris des Musulmans. Les effets et les bestiaux soustraits à la faveur des troubles sont restitués à leurs légitimes propriétaires aussitôt que ceux-ci [...] signalent leur présence" (93).

L'Alliance, de son côté, rouvre ses écoles (94). *Cependant, beaucoup de Juifs sont prudents et préfèrent rester en sécurité dans la grande ville ou dans une bourgade qu'ils pensent moins exposée.*

"Bon nombre d'Israélites d'Axar sont parvenus à trouver de l'occupation à Smyrne et se sont définitivement établis dans notre ville" (95). "Un certain nombre d'Israélites sont venus s'établir à Soma venant d'Aïdine, de Nazili et de Kirkagatch" (96).

Le retour à une situation "normale" n'est évidemment pas facile. La guerre a laissé des séquelles économiques graves. Les Juifs de Vourla vivaient du commerce des raisins secs et de l'huile

d'olive. Ils sont ruinés. Ils quittent la ville pour s'établir à Smyrne ou émigrer en Amérique (il n'en reste plus que 50) (97). L'établissement à Smyrne des Juifs venant des localités de la région pose des problèmes.

"[Les Juifs d'Axar qui s'installent à Smyrne] s'ajoutent à la masse des émigrés de l'intérieur de notre province, contribuant à rendre notre vie plus chère encore que par le passé" (98). Les événements militaires ont laissé des traces. "Au nombre des souffrances les plus terribles endurées par les Israélites d'Aïdine lors de l'entrée des troupes helléniques, il faut compter le manque total d'eau [...]. Il existe en ce moment à Aïdine 150 familles israélites formant ensemble 580 personnes [...]. Les Israélites actuellement à Aïdine me déclarent qu'ils ne PEUVENT (en majuscules dans le texte) pas faire le moindre petit commerce, un boycottage latent en est la cause. Dans les apparences, tout le monde est libre de faire du commerce, mais faute de clients musulmans, les Israélites restent les bras croisés.

L'Alliance leur a été d'un secours providentiel. Sans [l'école qui a abrité toute la population juive] plusieurs de nos coreligionnaires auraient péri. C'était le seul endroit où l'on pouvait être en sûreté. Les maisons brûlaient, les rues étaient encombrées de soldats grecs et d'irréguliers musulmans qui se livraient des combats acharnés. Les quelques victimes israélites ont été celles qui ont quitté l'école pour se procurer un verre d'eau ou pour voir ce qui se passait dans la rue" (99). Il est urgent d'ouvrir l'école car "certains individus grecs ont déjà demandé d'en faire

un club" (100). *Réflexion faite, ce n'est pas possible car "aucun directeur ne consentirait à accepter la direction de l'école dans les circonstances actuelles"*(101).

Il y a des besoins urgents : les habitants d'Aidin restés sur place voudraient un médecin et des médicaments (102). *Finally, écrit le directeur de l'école de Smyrne, "je renonce à bénéficier de l'autorisation qui m'a été donnée par le gouverneur civil de la ville de rapatrier petit à petit les Israélites aïdinotes qui se trouvent encore à Smyrne. Pourquoi me mettrais-je sur la conscience le retour de pauvres diables dans une ville si mal lotie en ce moment où ils risquent de mourir de faim ou tout au moins de se voir atteints par la maladie régnante sans un docteur pour leur donner des soins ? Je juge qu'il vaut mieux attendre et que nous devons chercher sur place un remède pour continuer à aider les émigrés d'Aidine. [...] Je suis encore sous l'impression des tristes spectacles que j'ai vus dans les baraques d'Aidine et mon sommeil en a été troublé pendant deux nuits"* (103).

Après le traité de Sèvres

A l'été 1920, l'offensive grecque a atteint ses objectifs. La rébellion nationaliste semble irrémédiablement brisée... Les conditions probables de la paix sont connues depuis plusieurs semaines. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, consacre un démembrement presque complet de l'Empire ottoman. En particulier, Smyrne et sa région sont placées sous administration grecque. Une consultation populaire décidera, cinq ans plus tard, de leur statut définitif.

Contesté en Europe même, le traité fait, en Turquie, l'effet d'une bombe. Mustafa Kemal se rapproche de la Russie bolchevique, bat l'armée de la jeune république arménienne et remporte une victoire sur les troupes françaises qui occupent la Cilicie. Devant cette aggravation de la situation, le Conseil suprême interallié décide la convocation d'une conférence qui débute à Londres le 21 février 1921.

L'administration grecque s'installe et les Grecs préparent la future consultation populaire car le poids des suffrages juifs peut être déterminant

"Les autorités helléniques, écrit le directeur de l'école de Smyrne, cherchent à se faire bien voir des Israélites pour s'en assurer les suffrages. [...] Les autorités helléniques considèrent déjà [*les Juifs*] comme leurs futurs sujets" ⁽¹⁰⁴⁾. "[*A Axar*] les autorités helléniques se sont montrées très cordiales et disposées [...] à être agréables aux Israélites" ⁽¹⁰⁵⁾. "L'enquête prescrite par la délégation hellénique de Londres se poursuit déjà, paraît-il. On aurait commencé par la ville de Salihli et elle consiste à faire déclarer par les Israélites qu'ils sont enchantés de leurs nouveaux gouvernants. Magnésie s'attend aussi à être appelée à faire la même déclaration [...]. Un des membres de la Communauté de cette ville, qui était à Smyrne avant-hier, nous demandait si sa Communauté devait accepter de signer, elle qui a tant à se plaindre du nouvel état des choses [...]. Je ne pense pas qu'on nous demandera à Smyrne le même certificat de bonne conduite. La présente lettre a pour but de vous mettre en garde contre l'exhibition

éventuelle de PREUVES (*en majuscules dans le texte*) de la satisfaction générale des Israélites de notre région" (106).

Localement, il y a parfois une certaine solidarité entre communauté grecque et communauté juive.

"Nous avons eu le plaisir de constater que les Israélites d'Axar vivent dans les meilleurs termes avec tous leurs concitoyens [...]. J'ai compté 26 familles israélites avec un effectif total de 80 âmes [...]. Je ne pouvais pour un si petit nombre d'habitants songer à réorganiser une école pour les Israélites seuls. J'aurais d'abord eu de la peine à leur trouver un professeur qui se contenterait de moins de 70 livres par mois [...]. Ensuite, aucun jeune homme ne voudrait consentir à aller s'enterrer dans une petite ville si peu attrayante en ce moment [...]. A ma demande, le gouverneur [*grec*] de la ville [...], un ancien élève de l'école de l'Alliance d'Aïdine, et l'évêque de la ville, m'ont autorisé à engager mes coreligionnaires à envoyer leurs enfants, filles et garçons, dans les écoles grecques où ils apprendront le grec, naturellement, et le français [...]. Je suis persuadé que les élèves israélites se trouveront bien dans les écoles grecques et qu'ils sauront en tirer le meilleur profit. Les notables israélites auxquels j'ai fait part de la combinaison s'en sont montrés enchantés" (107). *Mais le plus souvent, les relations entre Grecs et Juifs sont très mauvaises.* "Nous sommes entourés par une population orthodoxe dont vous connaissez le fanatisme et les sentiments hostiles pour tout ce qui est juif" *écrit le directeur de l'école de l'Alliance de Smyrne* (108). "Nous constatons qu'il existe en ce

moment une animosité très grande de la population grecque contre l'élément israélite, nous en avons plus d'une preuve" (109). *Les conséquences de ces sentiments hostiles sont décrites dans plusieurs lettres.* "Divers incidents désagréables se sont produits ces derniers jours à Magnésie [...], des coups sévèrement administrés à un jeune Israélite sans aucune raison" (110). *A propos des déclarations de satisfaction demandées par les autorités grecques aux Juifs* "Quelle valeur peuvent avoir des déclarations demandées par des inculpés à des plaignants qui, dans la crainte de se voir exposés à être plus molestés que par le passé, donnent toutes les signatures qu'on leur demande ?" (111). "A Tyreh de nouveaux actes de brutalité se sont commis contre nos coreligionnaires. Entre autres, le changeur Elie Israel a été battu par deux agents de police parce qu'il n'a pas consenti de suite à leur échanger des drachmes au cours réel. Des enfants israélites ont été battus, par des agents de police, aussi, parce qu'ils ont refusé de retirer leur coiffure ottomane, le fez. Leur mère, accourue à leurs cris, a été battue aussi. Tous ces faits nous sont rapportés officiellement" (112). *Lettre de la Communauté israélite de Smyrne au Haut Commissaire hellénique:* "Honorables Messieurs le Haut Commissaire, nous avons l'honneur de porter à votre haute connaissance les différents faits regrettables qui se sont produits à Tyreh [...] et qui nous ont été communiqués par la Communauté.

[...] Par suite d'un différent insignifiant d'un ordre financier, le chef de justice, non content de tenir des propos offensants contre notre nation, a, de

connivence avec le chef militaire, fait emprisonner et battre d'une façon grossière le nommé Jacques Israel, personne paisible et inoffensive, en l'enfermant dans une chambre.

Par ses protestations auprès du gouverneur de la place, il a été relâché mais il n'a pas pu obtenir justice et même, pour donner le change à ses plaintes, on l'a accusé d'avoir offensé le chef de la justice susmentionné. Non content de cela, on l'a obligé à quitter la ville ; nous venons de savoir encore que son associé vient de subir le même sort, c'est-à-dire d'être maltraité et battu" (113).

Nouvelle lettre du président de la Communauté israélite de Smyrne au Haut Commissaire hellénique, deux jours plus tard.

"Honorable Monsieur le Haut Commissaire, faisant suite à notre dévouée du 4 courant, nous venons par la présente porter à votre haute connaissance les regrettables faits suivants survenus à Tyreh, avec le plein espoir que V.E. fera le nécessaire pour punir les coupables.

Deux soldats ont frappé deux petits enfants israélites qui se trouvaient devant la porte de leur maison, parce qu'ils portaient le fez. La mère de l'un d'eux [...] accourant aux cris des enfants, veut intervenir, elle est aussi battue. Un jeune homme [...] qui se trouvait dans la même maison et qui a voulu intervenir, a été saisi, porté au poste militaire de l'église, et fortement battu. Le père du jeune homme, ayant eu connaissance de l'arrestation de son fils, se rend au poste et demande la raison de l'arrestation de son enfant. Il subit le même sort que celui-ci, il a même reçu sur la figure une blessure causée par un coup de baïonnette. On le retient en prison et on ne le relâche que le lendemain.

Un détenteur de moulin à olives [...] ayant eu un différend commercial avec un particulier, le sous-commandant militaire de Tyreh veut l'obliger à donner satisfaction au plaignant et cela sans aucun jugement, il le bat cruellement pour refus de soumission à une décision arbitraire.

[...] Le nommé J [...] S [...] se trouvait dans une maison amie. En sortant de là pour rentrer chez lui, il est battu par le sous-commandant militaire sans aucune raison. Aux cris de la victime, un voisin [...] sort de chez lui pour voir ce qui se passe, il est souffleté et battu.

Tous ces faits que nous portons à votre connaissance ont mis en émoi la population israélite de Tyreh, elle attend avec impatience la punition des coupables et une juste réparation" (114).

"J'ai dû me rendre ce samedi à la ville de Salihli, à 5 heures de Smyrne en chemin de fer, ville située hors de la zone attribuée aux Grecs par le traité de Sèvres, mais où, malgré cela, les Grecs sont tout puissants par leur occupation PROVISOIRE (?) (*majuscules et point d'interrogation dans le texte original*). Nos coreligionnaires de cette ville se plaignent amèrement de l'attitude des Grecs à leur égard. La plus grande partie des pierres tombales de leur cimetière serait abîmée par des soldats hellènes. Leur petite école en construction à été transformée en écurie pour la cavalerie militaire : la sécurité y laisserait beaucoup à désirer. Des plaintes m'arrivent aussi d'Aïdine. Dans cette dernière ville, les pauvres veuves sont empêchées de travailler pour subvenir à leurs besoins ; on donnerait tout le travail à des

femmes grecques pour la récolte des olives et d'autres travaux agricoles qu'on confie aux femmes faute de main d'œuvre masculine. On dirait qu'il y a un mot d'ordre pour molester sourdement ou ouvertement l'élément israélite" (115).

Compte tenu de cette animosité de la population grecque et des échelons inférieurs de l'administration hellénique, il n'est pas étonnant que les Juifs de Smyrne et des localités de la région soient inquiets de l'avenir et considèrent sans plaisir un rattachement à la Grèce de cette partie de l'Anatolie occidentale.

"L'opinion générale [est] qu'à tout prix il est utile d'éviter l'éventualité de devoir devenir un jour sujet hellène" (116). "[Les Juifs de Magnésie] ont tant à se plaindre du nouvel état des choses" (117). "L'amiral [commandant en chef de l'escadre française en Méditerranée, en visite à Smyrne] m'ayant demandé quelle était l'opinion des Israélites sur la nouvelle situation politique et économique, je lui répondis [...] que les autorités helléniques se montraient très bienveillantes pour nous, qu'elles accueillaient toutes nos réclamations légitimes et leur donnaient une solution équitable ; que personnellement je n'avais qu'à me louer du concours qui m'a été prêté par les fonctionnaires helléniques lors de ma dernière tournée à Aïdine, Pergame, Axar, Menemen, mais que, malgré tout cela, je le priais de m'excuser si je lui déclarais franchement que je ne suis pas tout à fait rassuré quant à l'avenir, car je pense à la situation de mes coreligionnaires de Salonique à la suite de l'arrivée des Grecs dans leur ville [...]. Mon pessimisme est d'ailleurs largement partagé par la grande majorité des Israélites de Smyrne" (118).

"Dans tous les cas, *conclut le directeur de l'école de Smyrne dans l'une de ses lettres, [les Juifs]* n'ont rien de bon à attendre de la domination hellénique dans notre pays, nous regrettons déjà le régime turc" (119).

Une accusation de crime rituel

Une accusation de crime rituel contre la communauté juive de Smyrne ne fait qu'envenimer une situation déjà tendue. Elle est racontée par le directeur de l'école dans une lettre au Consul général de France.

"Vous connaissez l'inepte légende qui accuse les Juifs d'user de sang chrétien pour la confection du pain de Pâque. Or, ce dimanche, un enfant grec de 5 ans a failli être enlevé dans une rue habitée essentiellement par des familles orthodoxes. De là à attribuer le rapt aux Juifs, il n'y avait qu'un pas à faire. Il fut franchi par une population fanatique qui se rua sur tous les Juifs qui passaient par là.

Un journal local de langue grecque, le "Tharos", se fit l'écho de cet incident et publia qu'un JUIF (*en majuscules dans le texte*) avait tenté d'enlever un enfant grec. La censure, pourtant si sévère dans des cas plus anodins, ne trouva pas qu'il y avait lieu d'interdire une publication pareille.

Des plaintes provenant de Juifs molestés arrivaient par dizaines au siège de notre Conseil communal. Une délégation de ce Conseil se rendit auprès du directeur de la police pour demander que des mesures fussent prises pour arrêter à temps, avant qu'elles ne prissent une tournure plus grave, les

menées de quelques fanatiques exaltés. Le directeur de la police promet de faire le nécessaire. Il déclara que le ravisseur de l'enfant était connu et arrêté, que c'était un chrétien d'origine maltaise. Par ses soins, un démenti a été publié dans les journaux locaux et dans le "Tharos".

Mais [...] l'insinuation du "Tharos" a produit un effet pernicieux sur une population ignorante, car, entre autres suites fâcheuses dont il a été certainement la cause, il y a lieu de lui attribuer le fait suivant : hier à midi, au moment où les élèves se rendaient chez eux pour déjeuner, un Grec d'environ 18 ans s'est approché d'un groupe d'enfants de nos écoles et, les menaçant d'un couteau, leur a dit : "Vous êtes des Juifs qui volez nos enfants pour les égorger ? Vous allez voir ce que nous allons vous faire". Il essaya même de frapper avec son arme deux des enfants. Mais ceux-ci ayant fait mine de se défendre, l'agresseur prit la fuite" (120).

"Nous faisons tout notre possible, écrit le directeur dans la lettre d'accompagnement qu'il adresse à Paris, pour que la publicité la plus large soit faite autour du démenti sur la calomnie rapportée par le "Tharos" et sur la suite judiciaire qui y sera donnée" (121). "Nous faisons exprès, insiste-t-il le surlendemain, autant de bruit que possible autour de ces incidents regrettables afin de faire impression sur la population orthodoxe et lui montrer que toute nouvelle tentative de calomnie ne se passera pas sans protestation de notre part et sans poursuites judiciaires" (122). *Le désir d'impressionner la population orthodoxe est-il suivi d'effet ? Ce n'est*

pas sûr, car des incidents analogues ont lieu à Magnésie (123). Par contre, il y a bien eu des poursuites judiciaires puisque "bon nombre de propagateurs de bruits calomnieux ont été cités devant la cour martiale qui n'a pas cessé de fonctionner dans notre région" (124).

L'affaire du cimetière

Si, à propos de cette accusation de crime rituel, les autorités helléniques ont réagi efficacement de manière à donner satisfaction à la communauté juive, il n'en est pas de même à propos du litige concernant le cimetière. Ce litige aboutit à une dégradation des relations entre la communauté juive et les dirigeants grecs qui, jusque là, avaient manifesté un désir de bonne entente. Il fait l'objet de nombreuses lettres du directeur de l'école au Comité Central parisien, lettres auxquelles sont souvent joints des documents faisant état de protestations d'organismes juifs. L'affaire du cimetière y est exposée en détail. Il s'agit du cimetière de Bahri-Baba, vieux de quatre siècles, situé à l'extrémité du quartier de Caratache ; des épitaphes en espagnol, en caractères latins, datent des années immédiatement postérieures à l'immigration dans l'Empire ottoman des Juifs d'Espagne. En 1914, le vali Rahmi bey avait déjà exproprié le terrain et utilisé des pierres tombales pour construire une école et une maternité.

"Aussitôt l'armistice conclu, nous fîmes [...] reconnaître par la Sublime Porte le bien-fondé de notre réclamation [...]. Nous aimions à espérer que le gouvernement hellénique s'empresserait de nous donner satisfaction. En effet, à la première visite officielle que la délégation de notre Communauté rendit à l'arrivée du Haut Commissaire hellène, celui-ci déclara solennellement avec un élan spontané "Nous sommes venus ici pour réparer les torts dont vous avez été victimes de la part des Turcs et particulièrement en ce qui concerne votre propriété sacrée du cimetière profané au mépris de vos droits".

Malheureusement, nous avons été cruellement déçus par l'attitude ultérieure de M. le Haut Commissaire qui voudrait s'emparer de notre cimetière pour y créer une université. L'arrivée des Israélites réfugiés de Nazili qui, après tant de pérégrinations, avaient réussi à s'embarquer à Adalia à destination de notre ville, fut pour Monsieur le Commissaire hellène, l'occasion de manifester le premier signe de sa volte-face. Sous menace de ne pas laisser débarquer nos malheureux martyrs, il exigea de notre Communauté une déclaration écrite s'engageant à ne pas abriter les réfugiés en question dans le local du cimetière, il refusa de recevoir la délégation communale qui s'était rendue chez lui pour lui exposer le triste sort de nos coreligionnaires et attirer sa bienveillante compassion ; il ne daigna pas répondre aux deux lettres très respectueuses que nous lui adressâmes à ce sujet.

C'est grâce à l'intervention de Monsieur le Baron Indelli, Consul Royal d'Italie, que le débarquement des réfugiés a été autorisé, sous la condition expresse qu'ils ne seraient logés dans le local du cimetière que pendant une semaine seulement.

Forts de nos droits, mais voulant toujours agir avec circonspection, préférant nous entendre directement avec le gouvernement grec, plutôt que d'avoir recours à des interventions pouvant froisser certaines susceptibilités, nous chargeâmes notre vice-président et le conseiller légiste de notre Communauté de se rendre à Athènes à l'effet de présenter nos doléances au sujet de notre cimetière et réclamer une solution équitable de la question. Notre délégation arriva à Athènes juste au moment des élections ; Monsieur Venizelos étant tombé, elle se présenta au nouveau Ministre de l'intérieur qui, à la première audience, se montra très favorable et promit que nos droits imprescriptibles seraient respectés mais qui, par la suite, avoua patement que le gouvernement central ne pouvait pas donner des ordres au Haut Commissaire, celui-ci ayant carte blanche pour administrer Smyrne à sa guise".

Cette lettre est signée par le président de la Communauté israélite de Smyrne et adressée au président du Comité Central de l'Alliance Israélite Universelle à Paris. Les marques de défiance vis-à-vis de l'administration grecque y sont nombreuses et explicites.

"Connaissant l'opiniâtreté et le mauvais vouloir arbitraire qui caractérisent le Haut Commissaire hellène, nous ne voulons pas nous faire des illusions sur le résultat de nos démarches [...]. Nous n'avons pas confiance dans la justice hellénique (les tribunaux ne sont pas ouverts depuis plusieurs mois) pas plus que dans l'administration de Monsieur le Haut Commissaire, et serions heureux si, grâce à votre précieuse protection, nous arrivions à une bonne solution par voie diplomatique" *et, en post-scriptum* "Ce que nous craignons est déjà arrivé : le Haut Commissaire hellénique a expulsé hier 'manu militari' les émigrants israélites en provenance d'Aidine qui se trouvaient encore dans la bâtisse du cimetière israélite" (125). "Nous voyons là une atteinte directe à ces fameux 'droits des minorités' dont on nous parle tant et dont nous ne voyons encore aucun indice tangible" (126).

La censure semble très présente et très sévère. Il y est souvent fait allusion. Le directeur de l'école s'inquiète de savoir qu'une lettre adressée par lui à Paris ait été portée à la connaissance de la délégation hellénique à Londres.

"Il y a plus d'un inconvénient pour moi à ce que des rapports de ce genre, bien que des plus véridiques, et parce que véridiques, soient connus comme émanant de ma part [...]. A Smyrne même, ou lorsque je voudrai me rendre de nouveau dans une communauté de l'intérieur je me verrai certainement l'objet d'une suspicion bien... gênante, pour ne pas dire plus" (127). "Le directeur de l'école de Magnésie n'a pas dû vous parler des incidents désagréables qui

se sont produits ces derniers jours à Magnésie, il peut craindre de voir sa correspondance interceptée par les autorités locales" (128) *et, à propos de l'accusation de crime rituel reprise par un journal grec, le même directeur parle de "la censure pourtant si sévère"* (129).

La lettre du président de la Communauté de Smyrne est, dans les archives de l'Alliance, accompagnée de lettres du directeur de l'école au président parisien, de lettres de protestation de la Communauté israélite de Smyrne au Haut Commissaire hellénique, de demandes de soutien aux Consuls généraux français, britannique, italien et américain, et à diverses organisations juives internationales.

"Nous aimions à espérer que le gouvernement libéral grec à qui l'Entente a cru devoir confier le noble rôle de civiliser l'Asie Mineure et de protéger les intérêts des minorités ethniques et religieuses s'empresserait de saisir l'occasion pour nous rendre justice et prouver ses capacités administratives et son aptitude à sa mission civilisatrice" *écrit la missive aux Consuls généraux.* (130). *La désapprobation ironique de la politique occidentale et les réticences vis-à-vis des capacités administratives grecques sont évidentes.* "Les deux lettres que nous avons adressées à Monsieur le Commissaire hellène sont restées sans réponse [...]. [Il] persiste toujours à garder le silence et à faire semblant d'ignorer notre existence [...]. Nous avons grand peine à réprimer les sentiments d'indignation manifestés par nos coreligionnaires et déclinons, d'ores et déjà, toute responsabilité des fâcheux incidents que cette malheureuse question

pourrait éventuellement susciter, car l'effervescence de la masse populaire est attisée par la pensée que ceux-là même qui ont le mandat de sauvegarder nos intérêts convoitent notre propriété et voudraient [...] se l'approprier sans autre forme de procès" (131).

Finally, the telegram following is addressed to the Alliance : "Quarante mille Israélites Smyrne subissent avec horreur de nouvelles atteintes persistantes arbitraires à leurs sentiments religieux par autorités violant tombes restantes vieux cimetière malgré protestations répétées. Stop. Sollicitons intervention sérieuse immédiate. (*Signé*) Communauté israélite" (132).

Rien ne va plus, donc, au début de l'année 1921 à Smyrne, entre l'administration grecque et la communauté juive.

"Le Haut Commissaire hellénique qui, jusqu'ici, s'était montré très bienveillant pour les Israélites, qui se louait dans toutes les occasions de l'élément juif, le plus pacifique et le plus laborieux du pays, a brusquement changé d'attitude envers nous" (133). *Il multiplie les rebuffades à propos du litige concernant le cimetière.* "Une délégation de notre Communauté, président en tête, se rendit auprès du Haut Commissaire hellénique. Elle ne fut pas reçue sous prétexte que le Haut Commissaire ne recevait pas dans l'après-midi, mais elle fut invitée à se présenter le lendemain matin. Naturellement, notre délégation se présenta à l'heure indiquée, mais elle fut reçue, SUR PIED (*en majuscules dans le texte*) par un secrétaire, sur le pas de la porte, pour s'entendre dire que toute démarche était inutile, que la décision de Son Excellence était irrévocable et qu'il fallait s'y soumettre" (134).

Intrigues politiques

L'affaire du cimetière juif, telle qu'on peut la suivre dans les archives de l'Alliance Israélite, illustre bien les intrigues politiques qui se nouent à Smyrne pendant cette période. Les Grecs se pensent solidement installés et escomptent bien que la consultation populaire prévue cinq ans plus tard, leur accordera la possession définitive de la ville et de la région et la réalisation de cette "Megali Idea" d'un empire grec de part et d'autre de la mer Egée. Les Juifs sont très réticents à un rattachement de leur ville au royaume hellène. Ils sollicitent souvent l'arbitrage des Consuls européens, très actifs à Smyrne. Les Italiens ne se sont pas résignés à l'abandon des promesses qui leur ont été faites par les puissances de l'Entente en échange de l'entrée en guerre de leur pays. Ils sont, en particulier, très attentifs à la communauté juive.

"Grâce au concours très empressé, moral et même matériel, des autorités italiennes de Smyrne et de toute la région soumise à leur influence, 121 Israélites originaires de Nazili ont débarqué cette semaine dans notre ville" (135). "A la suite des démarches faites par l'entremise des autorités italiennes de notre ville et des régions d'Adalia, nous avons pu obtenir l'autorisation de l'acheminement vers notre ville des Israélites qui avaient fui de Nazili" (136). *Finalemment, c'est le délégué du Haut Commissaire italien à Smyrne qui intercède auprès de son homologue grec en faveur des réfugiés de Nazili. "Notre délégation se rendit [...] auprès du*

baron Indelli, délégué du Haut Commissaire italien pour le prier d'intercéder auprès [*du Haut Commissaire grec*] afin qu'il autorisât l'installation de nos émigrés dans le local [*du cimetière*]. Monsieur Indelli se rendit avec empressement à notre prière et alla immédiatement chez M. Sterghiadès [*le Haut Commissaire grec*]. Il obtint de lui l'autorisation demandée, mais à la condition que lui, Indelli, s'engageait au nom de la Communauté israélite qui le déléguait, à ne jouir de la faculté accordée que durant huit jours" (137).

Un projet d'école judéo-italienne à Smyrne est élaboré. "Pour le moment, la propagande italienne auprès des Israélites semble l'emporter [*sur la propagande grecque*] et cela grâce au concours efficace et remuant [...] de M. Aaron Hazan, directeur du journal [*maintenant disparu*] "la Buena Esperanza" [...] sujet italien de vieille souche et actuellement occupant une fonction dans les bureaux du consulat d'Italie (138). [...] Il fait de la propagande en faveur de la création d'une école judéo-italienne. Il dit avoir déjà obtenu pour cela non seulement l'assentiment du consulat d'Italie mais encore sa promesse d'un concours très large [...]. Il y a donc des probabilités pour que le projet de l'école en question puisse prendre corps, d'autant plus que le consul d'Italie aurait promis de prendre à la charge de son gouvernement tous les frais de la nouvelle école, y compris le traitement du professeur d'hébreu qu'il ferait venir de Livourne [...]. La future école italienne à l'usage exclusif des Israélites, soutenue et entretenue par le gouvernement italien, aura certainement un

budget suffisant pour payer convenablement un personnel bien choisi et pour munir l'école de tout ce qui peut la rendre attrayante, toutes choses que nous ne pouvons nous permettre à cause de la modicité de nos ressources. Ajoutez à cela l'attrait de la gratuité, et vous comprendrez que même une bonne partie de nos élèves payants peuvent nous quitter pour se faire inscrire dans la nouvelle école. Il nous resterait surtout des élèves gratuits avec les conséquences inévitables"⁽¹³⁹⁾.

L'Italie va plus loin qu'une recherche d'influence culturelle. Peut-être dans l'espoir d'une révision possible du traité de Sèvres, le consulat de Smyrne accorde facilement la nationalité ou la protection italienne aux Juifs qui la demandent.

"Il suffit de prouver que, dans la famille du postulant, il y a ou il y a eu quelqu'un qui, de près ou de loin, avait quelque lien de parenté avec un sujet italien ou né seulement dans le Dodécanèse ou à Melasse, ville actuellement occupée par les Italiens, pour qu'il soit admis sans hésitation au bénéfice de la protection italienne. C'est ainsi que beaucoup d'Israélites, surtout de la classe aisée, sont devenus protégés ou sujets italiens [...]. Les Israélites sujets ou protégés italiens sont en ce moment assez nombreux à Smyrne. Il y en a surtout beaucoup de nouveaux [...]. Une bonne fraction donc de la classe israélite aisée se trouve maintenant sous la protection italienne" ⁽¹⁴⁰⁾.

La France, elle, tient à son influence économique et culturelle et reste très proche de l'Alliance et de ses écoles.



"Le Consulat de France, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire plus d'une fois, s'intéresse beaucoup à nos écoles parce qu'elles contribuent à la propagande française dans notre région" (141). "J'ai eu l'honneur de recevoir [à l'école] la visite de l'amiral de Bon, accompagné d'un officier supérieur ainsi que du Consul général de France en notre ville. Une fois de plus, j'ai eu le plaisir de m'entendre dire par des visiteurs de marque combien on apprécie les immenses services que rendent nos écoles aux populations locales et à l'influence française en Orient. Je ne vous rapporterai pas les aimables paroles pour vos directeurs que Monsieur le Consul général a adressées au commandant en chef de l'escadre française en Méditerranée. Je vous dirai seulement que celui-ci a recommandé à l'officier qui l'accompagnait de prendre note des paroles du Consul comme il prenait note du reste de notre entretien. Les visiteurs sont restés près de 20 minutes dans mon bureau à m'entretenir non seulement des questions scolaires mais encore de la nouvelle situation politique locale" (142).

Les directeurs de l'école de Smyrne sollicitent donc, à plusieurs reprises, l'appui des autorités françaises, en particulier à propos de l'affaire du cimetière (143) *et de l'accusation de crime rituel* (144). *Les écoles sont explicitement placées sous la protection française.*

"J'ai l'avantage de porter à votre connaissance que Son Excellence [sic] le Consul général de France à Smyrne a bien voulu prendre sous sa protection l'école de Tireh. Voici le texte de la lettre envoyée de

la part du Consulat. "Je soussigné, Consul général de France, délégué du Haut Commissaire de la République en Orient, déclare et certifie par la présente que l'école israélite de Tireh, dirigée par Monsieur B. Amiel est un établissement dépendant de l'Alliance Israélite Universelle dont le siège est à Paris et qu'elle jouit à ce titre de toutes les prérogatives attachées au bénéfice que la protection française accorde aux établissements similaires dans le Levant. Fait à Smyrne à la date du trois juin mille neuf cent vingt et un" (145).

Politiquement, la position française, telle qu'on peut en juger à la lecture de la correspondance du directeur de l'école de l'Alliance de Smyrne, paraît être, en octobre 1920, une application loyale du traité de Sèvres signé deux mois auparavant.

"L'amiral de Bon, commandant en chef de l'escadre française de la Méditerranée, se trouvait tout récemment en présence de la colonie française de Smyrne. Il exhorta ses compatriotes à vivre en très bons termes avec les nouveaux occupants du pays, affirmant que, suivant des promesses formelles qui lui ont été faites personnellement, tout le monde serait content de la nouvelle situation, que la JUSTICE et l'EGALITE (*en majuscules dans le texte*) règneraient réellement dans le pays etc. etc. Le lendemain du jour où ce discours nous a été tenu (j'assistais à la réunion), l'amiral de Bon [...] était dans mon bureau [...]. Nous causâmes du discours de la veille [...]. [*En réponse à mes réserves*] l'amiral me déclara que nous n'avons pas de raison de douter de l'avenir, que les Juifs de Salonique n'ont souffert que par suite d'une situation

économique spéciale, mais que nous n'avions rien à craindre de pareil, que nous avons tort d'émigrer (les Israélites émigrent en effet en masse, ainsi d'ailleurs que les Arméniens et même les Grecs) etc. etc., tout ce que peut dire un personnage qui m'a tout l'air d'avoir reçu pour mission de contribuer à affectionner les divers éléments du pays pour la Grèce" (146). *Trois mois plus tard, le son de cloche est différent* "Le Consul général de France, dont le Comité Central connaît la sympathie toute particulière pour nos coreligionnaires, a conseillé à nos délégués (*il s'agit de l'affaire du cimetière*) de faire intervenir sans retard les diverses associations juives de France, d'Angleterre et d'ailleurs. "Vous connaissez la situation, a-t-il dit, nous nous sommes opposés à la rentrée de Constantin à Athènes, il est rentré quand même malgré toutes les menaces. Les Grecs sont têtus et ils s'obstinent même lorsqu'ils sentent qu'ils se font du tort à eux-mêmes, comme c'est le cas pour votre question. Nous intervenons de bon cœur en votre faveur. Quel en sera le résultat ? Nous ne pouvons le prévoir. Mais si vos sociétés israélites s'adressent à la Société des Nations, vous avez de grandes chances d'arriver plus rapidement à une solution satisfaisante. Les Grecs n'ont aucun droit de prendre possession de votre propriété, ils ne sont pas encore les maîtres de Smyrne pour se permettre de réquisitionner etc." (147).

La deuxième offensive grecque

La fin de l'année 1920 et le début de l'année 1921 ont vu une évolution de la situation politique et militaire. Les élections grecques ont entraîné la chute de Venizelos en novembre 1920 et le retour du roi Constantin, beau-frère du Kaiser, exilé pour sa tiédeur à soutenir les Alliés pendant la guerre. La conférence de Londres s'est séparée sur une impasse en mars 1921. Constantin décide d'en finir avec l'insurrection kemaliste; d'abord arrêtée à İnönü, l'offensive grecque reprend en juin 1921 et menace Ankara. Mais la bataille du fleuve Sakarya, menée par Mustafa Kemal, stoppe les forces helléniques en août-septembre 1921. Il n'y a guère d'allusion à ces événements dans les lettres de nos instituteurs. Il n'y est pas question, non plus, du séjour à Smyrne à l'été 1921 du roi Constantin, venu inspecter ses troupes. A la rentrée scolaire de septembre 1921, David Nabon, le directeur de l'école de Smyrne, prend sa retraite. C'est Israël Benaroya qui lui succède. Il semble moins intéressé par la situation politique que son prédécesseur. Ses lettres de l'année scolaire 1921-1922 concernent des problèmes pédagogiques ainsi que les progrès du Sionisme dans la communauté juive de Smyrne. Ce n'est pas notre propos d'en traiter ici. Il est encore question de l'implantation grecque. "Les autorités locales ont mis à la disposition de nos classes deux professeurs de grec qui enseignent pendant 15 heures par semaine à l'école de garçons et 9 heures à l'école de filles" ⁽¹⁴⁸⁾ ; de la situation misérable des Juifs d'Aidin. "Le

pauvre peuple d'Aidin, éprouvé par les derniers événements, avait à peine commencé à déployer ses efforts pour maintenir l'école [...] qu'il se voit obligé de nouveau de laisser traîner ses petits. Une communauté sans ressources, un peuple sans pain quotidien, ne peuvent plus subvenir aux besoins de l'école" (149) ; *de la sollicitude française*. "Monsieur Gaillet, ancien Consul général de France à Salonique a remplacé M. Laporte au Consulat de France à Smyrne. M. Gaillet connaît l'Alliance de longue date, m'a-t-il dit. Il nous a réservé à M. le Président de la Communauté et à moi-même un excellent accueil" (150) ; *d'une épidémie de scarlatine qui va durer tout l'été*. "En raison de la grosse épidémie de scarlatine qui sévit depuis quelque temps à Smyrne, les écoles publiques et privées, écoles primaires et secondaires, viennent d'être fermées par ordre du gouvernement hellénique. Des mesures énergiques sont prises par les services de santé pour combattre l'épidémie" (151).

L'offensive turque et la prise de Smyrne

La situation militaire est stable. Le front gréco-turc est fixé sur la Sakarya. M. et Mme Benaroya partent en vacances à Constantinople (152). *A leur retour, ils écrivent* : "Nous rouvrirons l'école après-demain, c'est-à-dire lundi 4 septembre" (153). *Mais le 26 août, Mustafa Kemal a déclenché l'offensive en donnant comme objectif à ses troupes la Méditerranée. Jour après jour, le directeur de l'école de l'Alliance de Smyrne va décrire la situation dans des lettres que nous citons presque in extenso.*

"5 septembre 1922. Devant la gravité des événements actuels, nous avons refermé les classes pour quelques jours; Nous espérons que, d'ici là, la situation s'éclaircira. Les troupes turques ne seraient plus loin de Smyrne. En attendant, des milliers de familles arrivent de l'intérieur, pensant trouver ici un refuge sûr. J'ai reçu hier une requête de la pauvre Communauté d'Aidin, me priant d'intervenir auprès de la Communauté, des institutions de bienfaisance de notre ville, pour que des moyens de quitter la région lui soient donnés" (154).

"7 septembre. La situation va en empirant. Avant-hier l'exode a commencé. Hier les quais étaient encombrés de bagages et de voyageurs. Une foule haletante, inquiète et bruyante, se pressait devant les agences de navigation demandant des billets de départ. Les convois interminables de réfugiés qui parcourent la ville dans tous les sens achèvent de démoraliser les habitants. Toutes les localités de l'intérieur : Cassaba, Aidin, etc. où nous avons des écoles se sont vidées. Nos coreligionnaires de Magnésie viennent d'arriver dans un état lamentable. Ils racontent que tout brûle à l'intérieur. Les quartiers entiers, les temples, les écoles, tout serait brûlé. La Communauté installe les réfugiés dans les synagogues et les écoles. Elle leur distribue du pain et des olives en attendant que des secours sérieux nous arrivent de l'étranger. M. Abouaf, directeur de l'école d'Aidin n'a quitté la ville qu'après avoir vu qu'il n'y pouvait plus rester. Vous dire dans quel état il s'est présenté à nous, cela me paraît impossible. J'ai dû lui remettre de moi-même un secours immédiat de frs 200 [...].

J'espère en outre que le Comité Central ne manquera pas lui aussi de secourir sérieusement nos malheureux coreligionnaires de l'intérieur. Ils n'ont pu rien prendre avec eux. D'ailleurs ceux qui voulaient emporter quelque chose étaient ou fusillés ou dévalisés. Leur détresse est vraiment terrible.

Quant à nous, malgré les rumeurs les plus inquiétantes qui circulent en ville, malgré les paniques qui se produisent à tout instant parmi la population, nous espérons en sortir sains et saufs. Les Consuls alliés nous promettent protection, la rade est pleine de grosses unités alliées. Néanmoins, nous vivons des moments des plus angoissants, depuis une semaine tantôt" (155).

"8 septembre. J'ai l'honneur de vous confirmer ma dépêche de ce matin ainsi conçue : 'Veuillez intervenir Ministère Affaires Etrangères prier Consulat protéger efficacement écoles'. Comme nos bâtiments scolaires se trouvent assez éloignés des centres que le Consulat général de France entend défendre et que nos écoles risquent ainsi beaucoup de subir le même sort que celles de l'intérieur, en cas de soulèvement de l'armée grecque en retraite, je vous ai télégraphié de demander à ce qu'on veuille bien songer à nous aussi. J'espère que la réponse sera satisfaisante et prompte.

Les réfugiés continuent à arriver dans un état des plus lamentables. Les écoles de Cassaba, de Magnésie auraient été brûlées. Je n'ai pas encore de précisions sur celle d'Aidin. En tout cas, toutes ces localités ont été incendiées après un pillage en règle. Les Grecs en se retirant pillent, saccagent et brûlent tout sur le

passage. Des secours immédiats vous sont demandés. En attendant, la Commission des réfugiés désignée par le Conseil communal rétribue ces malheureux dans les temples et leur donne du pain et des olives une fois par jour.

M. Enriquez, notre Directeur à Cassaba loge dans une pièce de notre école avec sa famille. Sa pauvre femme est à la veille d'accoucher. Il est inutile de vous dire qu'on ne leur a laissé rien emporter de chez lui avant de fuir.

M. et Mme Hakim de Magnésie également arrivés sans rien avec eux sont partis pour Rhodes. Ils n'ont même pas eu le temps de vous en écrire" (156).

Le 9 septembre, les troupes turques s'emparent de Smyrne. Le 13 septembre, un incendie éclate dans le quartier arménien. En quelques heures, poussées par le vent du Sud, les flammes transforment en un immense brasier tout le centre de la ville, les quartiers franc, grec et arménien. L'incendie dure plusieurs jours et remplit d'épouvante les habitants de la ville. La famille Benaroya se réfugie dans le quartier résidentiel de Caratache à l'école de la Bene Berith (157). Les quartiers turc et juif ont été épargnés par les flammes.

Ce n'est que le 18 septembre que le directeur de l'école de l'Alliance peut reprendre sa correspondance. Il n'est pas dans notre propos de rechercher des responsabilités. La version qu'en donne Israël Benaroya est d'un certain intérêt.

"18 septembre. Je profite de la reprise des communications postales entre Smyrne et Consple pour vous faire tenir, par l'entremise de M.

Benveniste, une dépêche rassurante sur nous. J'espère que vous ne tarderez pas à être en possession de cette dépêche. (*A l'Alliance Israélite, ce télégramme est archivé à la date du 25 septembre : "Ecoles Smyrne, quartier juif intacts. Benaroya saufs"*).

Ce n'est ici ni le moment ni le lieu de vous décrire tout ce que nous avons enduré durant ces derniers terribles jours. Qu'il vous suffise de savoir que si toute la ville n'a pas été réduite en cendres, c'est bien grâce à l'armée turque qui a pu arriver à temps. Malgré tout, le cœur de Smyrne, la partie la plus belle, la plus riche de la ville a disparu ; les quartiers européen, grec et arménien, les maisons de commerce, les banques, les quais jusqu'aux Consulats européens, tout a brûlé. Il ne reste plus que le quartier turc et le quartier juif. Les pertes se chiffrent par des millions de livres turques. Bon nombre de nos coreligionnaires qui avaient, soit leurs maisons d'habitation, soit surtout leurs maisons de commerce dans les quartiers incendiés sont ruinés.

Quant à nous, à part les émotions terribles par lesquelles nous avons passé, nous avons perdu aussi une partie de nos effets pendant les paniques de ces derniers jours surtout. Aujourd'hui le danger d'incendie paraît être écarté. J'ai appris aussi avec joie que notre école d'Aidin a été épargnée. On me l'affirme du moins. Dès que nous aurons plus de tranquillité, dès que nous ne craignons plus pour notre vie surtout, je me renseignerai plus sûrement sur Aidin" (158).

"21 septembre. La situation s'éclaircit de jour en jour, le calme commence à renaître. Grâce aux mesures énergiques prises par les Autorités, tout danger d'incendie semble être définitivement écarté. Nous souffrons bien entendu d'un renchérissement excessif et subit des vivres. Mais cet état de choses sera certainement provisoire.

La Communauté fait tout ce qu'elle peut pour venir en aide aux malheureux réfugiés de l'intérieur. Malheureusement, ses ressources sont limitées. En outre comme plus de la moitié de nos coreligionnaires de Smyrne avaient leurs magasins et leur commerce dans les parties incendiées de la ville et qu'ils se trouvaient par conséquent complètement ruinés, la souscription qu'elle comptait faire parmi eux ne pourra pas être faite, d'où le grand désarroi qui règne aujourd'hui au sein de notre Conseil communal.

Nos écoles continuent à être fermées. Nous ne les rouvrirons qu'après Soucco⁽¹⁵⁹⁾.

Il n'est guère besoin d'être prophète pour prévoir la situation qui nous sera faite : affluence excessive d'élèves réfugiés et autres d'un côté, diminution de moitié au moins des rétributions scolaires, de l'autre. Telle sera notre situation à la rentrée. La Communauté de son côté devra songer à trouver deux ou trois autres locaux scolaires pour pouvoir contenir toute la population scolaire de Smyrne et de l'intérieur. Les écoles chrétiennes qui étaient comme vous le savez déjà assez nombreuses dans notre ville, sont toutes brûlées. Elles étaient fréquentées par un grand nombre d'élèves israélites, lesquels se trouvent aujourd'hui sans ressources. Les petites communautés

et écoles de Tyreh, Pergame et Menemen n'ont pas souffert de la retraite des Grecs. Les Turcs sont arrivés à temps"⁽¹⁶⁰⁾.

"Les Turcs sont arrivés à temps"... Il va de soi que nous laissons à Israël Benaroya la responsabilité de ses jugements.

Le directeur de l'école de Tireh n'est guère plus tendre pour les Grecs. Il retrace les événements survenus depuis la rupture du front.

"Vers le 15 août, l'armée kemaliste a pris l'offensive contre l'armée grecque sur le front d'Afion Karahissar, ville située à 300 kilomètres du littoral smyrnéen. Les Grecs, ne pouvant supporter le feu intense des Ottomans [*sic*], ont pris la fuite en laissant cent mille morts sur le champ de bataille.

Le repli des Grecs fut accompagné de ravages et de rapines. Partout où les Grecs passaient, ils dévalisaient les habitants, violaient les femmes et massacraient sans pitié hommes, femmes et enfants. En plusieurs endroits, ils enfermaient les musulmans paisibles dans les mosquées et y mettaient le feu. Les villes florissantes d'Afion, Ouchak, Alachéir, Salihli, Cassaba, Magnésie, Aidin et ses alentours, ne sont actuellement qu'un monceau de cendres. Les habitants qui ont échappé au massacre se sont réfugiés à Smyrne, où ils vivent dans le plus complet dénuement. Les Israélites n'ont pas eu à déplorer de victimes humaines, mais par l'incendie et le pillage sont plongés dans la plus affreuse misère. Si un secours étranger ne vient pas soulager ces malheureux, leur sort est à déplorer.

Pour comble de malheur, Smyrne n'a pas échappé à ce sinistre ; plus que la moitié de la ville fut incendiée par les Arméniens, une cause de plus pour augmenter la misère des réfugiés israélites et autres.

Chez nous, à Tireh, la scène s'est passée comme suit. Les Grecs, en fuyant en désordre, n'ont pas eu le temps de mettre le feu aux habitations, mais ils ont pris le soin de piller la population avant leur départ. Bon nombre de nos coreligionnaires se trouvent aujourd'hui dans un état lamentable de misère et de pauvreté ; il nous faut des subsides. Si l'Alliance voudrait (*sic*) bien nous accorder le moindre secours, elle ferait acte d'humanité.

L'école est fermée provisoirement, car la Communauté manque de ressources et les professeurs ne pourront être payés pour les mois de septembre et d'octobre" (161).

Mêmes préoccupations financières à Smyrne, dues à l'afflux des réfugiés et à la ruine causée par l'incendie.

"28 septembre. La situation devient de jour en jour plus calme, mais les vivres renchérissent outre mesure. Pour comble de malheur, la Communauté n'arrive pas à payer entièrement le personnel. C'est ainsi que nous venons de toucher la moitié de nos appointements seulement de septembre, alors que nos traitements auraient dû être fortement majorés pour parer à la situation actuelle. Il est vrai qu'on nous dit que la seconde moitié des appointements nous sera payée dès que la situation s'éclaircira. En tout cas, cela sera long et le personnel est bien mécontent.

En ce qui concerne la réouverture des écoles, elle se fera, je l'espère, après Soucchoth. Je vous ai déjà dit dans quelles conditions nous devons travailler l'année prochaine : afflux considérable d'élèves, diminution de la moitié au moins des écoles. Toutes les villes de l'intérieur, localités et villages se sont vidées. Smyrne regorge de réfugiés dépourvus totalement de ressources. Ouchak, Salihli, Cassaba, Magnésie, Aidin ont été entièrement brûlées. L'école d'Aidin a été épargnée, mais il n'y a plus une seule âme juive dans cette ville. Tous ces réfugiés logent dans les synagogues de Smyrne. Où iront donc tous les enfants en âge de fréquenter les écoles et qui fréquentaient déjà l'école de leur localité ?

Tyreh n'a pas eu également son école brûlée, mais la Communauté de cette petite localité vient de donner congé à M. Amiel, le directeur, ne pouvant plus subvenir aux besoins de l'école. Tout ceci vous donne un aperçu de ce que sera notre population scolaire à la rentrée de Soucchoth. Elle encombrera nos classes, nous occasionnera de fortes dépenses et ne rapportera en échange presque rien. Que pourrait-on demander en effet à des sinistrés ?

Un autre fait qui a aggravé encore cette situation est comme je vous l'ai déjà dit, la ruine causée par le grand incendie de Smyrne. Il n'y a pas à Smyrne un seul Israélite de bonne condition qui n'ait été fortement atteint dans ses intérêts par ce déplorable incendie. Toute la partie commerciale de la ville a disparu. De sorte que de nombreuses familles riches, importantes, qui s'intéressaient aux institutions, hôpitaux, écoles de la Communauté ont quitté la ville

pour l'Europe. Le Conseil communal qui se composait de 12 membres riches et influents ne comporte aujourd'hui que trois membres en tout, dont le président M. Tarica, l'infatigable travailleur que vous connaissez. Le désarroi est bien grand dans notre communauté. Sans doute on ne manquera pas de faire appel à toutes les organisations juives du monde entier et à l'Alliance aussi pour arriver à secourir tous les malheureux, mettre un peu d'ordre dans toutes ces questions" (162).

5 octobre. "La Commission américaine de secours envoie depuis quelques jours à nos 2 000 réfugiés israélites venus de l'intérieur, de la farine et du pain [...].

Seules les écoles de Magnésie et de Cassaba ont été incendiées. Le personnel de ces écoles et de celle d'Aidin [...] s'est réfugié à Smyrne. Il se trouve dans un état lamentable. Je vous prie de m'envoyer des secours pour ces malheureux.

J'ai engagé le directeur de l'école de Tyreh de retourner dans sa localité et tâcher de rouvrir son école, malgré l'impossibilité dans laquelle se trouve la Communauté de contribuer aux dépenses de l'école.

A Smyrne, en général nous n'avons pas trop souffert des incendies. Nous avons perdu personnellement il est vrai dans la sinistre nuit du 13 septembre des effets d'habillement et quelques tapis, perte due surtout à la panique causée par les incendies. Figurez-vous que cette nuit et le lendemain du 14 septembre, notre école comptait plus de mille familles fuyant l'incendie et les explosions. Nous avons dû rouvrir largement les portes de l'école et de

notre appartement pour abriter ces malheureux. Inutile de vous décrire les moments angoissants que nous avons traversés ces jour-là.

Notre ancien professeur, M. Calmy, a eu sa maison et tous ses effets brûlés. On le loge par charité dans une des classes du Talmud Tora. Je prie de Comité Central de lui faire parvenir, d'urgence si possible un secours" (163).

Les réfugiés

Le problème des réfugiés est grave. Le directeur de l'école de Smyrne le détaille quelques jours plus tard.

"17 octobre. Le nombre des réfugiés très nécessiteux se monte aujourd'hui à 3 980. Tous les jours on leur distribue un quart d'ocque de pain. Suivant un dernier recensement, plus de 10 000 réfugiés de l'intérieur se trouvent actuellement à Smyrne. Tant qu'ils ne seront pas rapatriés, ils constitueront pour notre Communauté, déjà fortement éprouvée par les incendies, un de ses plus gros soucis. L'hiver commence à se faire sentir et ces malheureux n'ont même pas une couverture. M. Monterer délégué de la Commission américaine de secours s'est rendu compte de visu des conditions lamentables dans lesquelles vit une partie de ces réfugiés : parqués par groupes compacts dans les synagogues, ils couchent par terre sur des matelas improvisés composés de vieux sacs. Il est inutile de vous dire que malgré les visites continuelles des médecins engagés par la Communauté à cet effet, les

conditions d'hygiène laissent beaucoup à désirer. Nous espérons que la commission juive américaine intensifiera son service de secours à nos réfugiés, œuvre qui se limite pour l'instant à une distribution insuffisante de pain. Vu l'état actuel de l'Anatolie où tout à été mis à feu et à sang, ces réfugiés ne peuvent songer un instant à regagner leurs lieux d'origine. Leurs maisons et leurs magasins n'existent plus. D'un autre côté, les moyens indispensables pour se remettre au travail leur font complètement défaut. Nous avons à craindre pour eux un avenir de misère ; aussi tout en cherchant à leur assurer le pain quotidien et l'habillement, nous devrions envisager les moyens de leur donner du travail. Une caisse de prêt facilitera la question et permettra à la Communauté de rapatrier petit à petit ces réfugiés" (164).

Ce n'est pas seulement à Smyrne que se sont réfugiés ceux qui ont échappé au sinistre. Dans les archives de l'Alliance figure la lettre suivante. L'auteur avait dirigé les écoles de Cassaba, de Nazili et de Melas et exerçait à Smyrne.

Brindisi, le 11 novembre 1922. "Ma maison, qui était ma propre propriété, a été comme d'autres, la proie des flammes. Les magasins de mon père et de mes frères ont subi le même sort. Demeurant au quartier arménien, nous avons failli, mes parents et moi, être assassinés. Poussés par le désespoir et craignant des événements futurs, je me suis embarqué avec mes parents par miracle pour l'Italie. Nous sommes sans le sou et sans même du linge de rechange. Nous sommes dans la misère la plus noire [...] AU SECOURS donc (*en majuscules dans le*

texte), Monsieur le Président. L'Alliance qui a toujours été prête à secourir des coreligionnaires ne manquera pas, j'en suis sûr, de secourir un de ses anciens élèves qui a servi douze ans dans ses écoles [...]. C'est le désespoir qui me pousse à vous écrire [...]. Je sollicite seulement de vous ma nomination dans une de vos écoles [...]. *[Etant de nationalité italienne]* je ne puis rentrer en Turquie. Me trouvant sans argent, il serait bon d'accompagner ma nomination d'un secours matériel [...]. J'ai mes parents à ma charge, je suis leur seul soutien. Votre réponse décidera de leur sort.

[Signé] R [...] G [...]

Adresse R [...] G [...] profugo di Smirne Difesa
maritima militare Brindisi" (165)

Après l'armistice

Le 11 octobre, l'armistice est signé à Mudanya. Voici venue l'heure des réceptions officielles, triomphales et enthousiastes. A nouveau, enfants des écoles, fanfares, petits drapeaux et bouquets de fleurs.

En novembre, Kiazim Pacha, ministre de la guerre.

"Toute la ville, établissements publics et privés, magasins, boutiques et maisons étaient ornés de drapeaux turcs et de tapisseries de grande valeur. Toute la population accourut à la gare pour voir arriver celui qui avait rendu à sa patrie de si grands services. La joie se lisait dans tous les visages. Un peu avant l'arrivée du train, nos élèves garçons et filles, musique en tête et accompagnés de tout le personnel,

vinrent se ranger dans un ordre parfait sur tout le long du quai de la gare. Nos enfants étaient vêtus de blanc, serrés d'écharpes aux couleurs nationales. Ils ont fait l'admiration de tout le monde. Bientôt après, ils furent entourés par les élèves de toutes les écoles turques de la ville, les autorités locales civiles et militaires, le Grand Rabbin et les membres du Conseil communal. A quatre heures Son Exc. Kiazim Pacha descendit du train, salué par tous les invités. Une de nos fillettes lui offrit un superbe bouquet qu'il accepta avec beaucoup d'émotion. Puis la revue commença au Konak à laquelle prirent part toutes les écoles.

Enfin, il m'est agréable d'insister sur l'excellent effet que nos écoles ont produit sur tous nos coreligionnaires en général et sur toute la population turque en particulier" (166).

En janvier 1923, c'est le tour de Mustafa Kemal, le Ghazi – le Victorieux. C'est le titre que lui a décerné la Grande Assemblée Nationale en septembre 1921 lorsqu'il a repoussé les Grecs sur la Sakarya, titre suprême réservé aux combattants les plus valeureux de l'Islam.

"Vendredi dernier 26 courant, Son Excellence Ghazi Kemal Pacha, accompagné du Ministre de la Défense nationale et du général en chef des armées de l'Est est arrivé à Smyrne après avoir inspecté le front d'Ismid, les vilayets d'Eskichéhir et de Brousse. Cette arrivée a provoqué dans notre ville un enthousiasme indescriptible : partout des drapeaux rouges et des arcs de triomphe, partout un peuple en délire acclamant son libérateur. Jusqu'au soir, Smyrne fut en liesse. Toutes les écoles turques et israélites étaient

présentes, nos fillettes en particulier faisaient impression par leur jolie tenue aux couleurs nationales : roquettes blanches en soie, bas et souliers blancs, cheveux épars, ruban et écharpes rouges. Nos coreligionnaires voulant prouver une fois de plus leur loyalisme et leur fidélité envers la Nation, ainsi que leur grande joie de voir le Ghazi, ont élevé deux arcs de triomphe sur le parcours de la gare au Conak. Des prières ont été récitées et des moutons immolés par les rabbins de la Communauté suivant les prescriptions religieuses. Ces diverses manifestations ont fait une grande impression sur le peuple turc qui est, comme vous le savez, profondément religieux.

Depuis trois ans le nom de Kémal Pacha était pour tous ici un synonyme de bravoure, chacun le prononçait avec respect et amour, et il faut l'avoir vu pour comprendre vraiment la raison de cet attachement fanatique presque du peuple pour le Libérateur de la Turquie. Lorsque le train est arrivé en gare et que l'on a vu Son Excellence descendre, on a été saisi d'une émotion presque religieuse. Tous étaient pâles : officiers, soldats, les autorités civiles, chefs religieux des Communautés, chefs des institutions, etc. Personne n'osait s'approcher du wagon et de son illustre hôte. Il lui a fallu s'approcher lui-même des assistants pour le saluer. Ce fut alors un enthousiasme déchaîné. Avec une grande affabilité qui explique l'influence qu'il exerce sur ses soldats, Moustapha Kemal Pacha s'arrêta et salua tous ceux qui étaient venus pour lui souhaiter la bienvenue. Après le Grand Rabb qui lui souhaita la bienvenue en lui baisant la main, je lui ai exprimé la mienne au

nom de l'Alliance Israélite. Une fillette de notre école lui présenta une superbe gerbe de fleurs au nom de ses camarades. Bref, notre ville a vécu dans la journée de vendredi dernier des heures d'ivresse et d'une grande joie" (167).

Il faut bien reconnaître que l'enthousiasme patriotique de notre directeur dépasse le ton habituel à ce genre de description.

Récits et bilans

C'est l'heure aussi des récits rétrospectifs des événements, des bilans et des constats.

Récit rétrospectif. Dans le rapport qu'il adresse, comme chaque trimestre, à Paris, Benaroya raconte :

"Vous savez déjà dans quelles effroyables conditions nous avons rouvert nos classes ; laissez-moi vous en donner un court aperçu. Le samedi 2 septembre nous débarquâmes à Smyrne, vers les trois heures de l'après-midi, après avoir passé nos vacances en famille à Constantinople. Déjà en débarquant nous constatâmes combien les autorités du port étaient soucieuses : elles fouillaient (*souligné dans le texte*) les voyageurs et leurs valises, voulant empêcher de passer tout ce qui, à leurs yeux, pouvait nuire à la sécurité du pays. Malgré tout, les nouvelles du front pouvaient en ville, elles étaient franchement mauvaises. Bientôt après, on apprit avec stupeur la rupture du front et la débâcle des armées helléniques. Des convois interminables de fuyards encombraient les quais et cherchaient à s'embarquer au plus vite

pour les îles de la Grèce ; les autorités civiles embarquaient fiévreusement les archives et leurs bagages. D'un autre côté, des milliers et des milliers de réfugiés en haillons et souvent pieds-nus, s'abritaient dans les synagogues, clubs et écoles, racontant à toux ceux qui voulaient les entendre — et je vous prie de croire qu'ils ne manquaient guère d'auditeurs — toutes les scènes horribles dont ils furent victimes et témoins dans leurs localités : Ouchak, Salihli, Cassaba, Magnésie, etc. La panique était partout dans la ville, une simple dispute entre deux personnes suffisait à révolutionner la ville entière.

Ce fut dans cette condition de la plus haute angoisse que nous avons rouvert les écoles le lundi 4 septembre, espérant ainsi ramener au sein de nos coreligionnaires apeurés, un peu de calme et de sang-froid.

Mais deux jours après, nous fûmes obligés de les refermer à nouveau, la situation s'étant aggravée brusquement : la cavalerie turque était déjà à Magnésie, c'est-à-dire à six heures à peine de Smyrne en chemin de fer. Les autorités et la population grecque étaient atterrées. En hâte, elles s'éloignent du port, laissant la ville à elle-même, aux criminels et aux déserteurs. Vous dire dans quelles transes nous avons passé la nuit du vendredi à samedi 9 septembre me serait impossible.

Toute la nuit on n'entendit que des coups de feu, des cris, des appels. Mais personne ne bougeait de la cave où nous nous tenions cachés. Enfin, le lendemain samedi à 10 heures, les premiers cavaliers turcs,

blancs de poussière, entraient en ville bride abattue. Ce furent alors des cris de joie, des cris de délivrance. Le drapeau rouge au croissant, fut hissé au Conak, aux fortifications du Mont Pagus. Le canon tonnait, les sirènes des bateaux saluaient avec de longs cris stridents, bref c'était, on le croyait, la délivrance, le retour au calme et à la tranquillité.

Pendant ce temps les ennemis et malfaiteurs préparaient la destruction de la ville. Et en effet, trois jours après, quatre foyers d'incendie éclatèrent subitement, rendant les efforts des sauveteurs et des autorités impuissants et nuls. Pendant plus de trois jours et trois nuits, l'incendie fit rage détruisant tout sur son passage, rejetant sur le pavé des milliers de familles qui virent anéantir dans l'espace de quelques heures toutes les économies et tout leur avoir. Vous savez déjà que les flammes arrivèrent jusqu'à nous. Mais elles nous ont épargnés. Elles n'ont pas voulu éprouver davantage nos pauvres sinistrés de l'intérieur qui s'étaient abrités chez nous, au Talmud Tora [*école populaire*] et dans les nombreuses synagogues de notre quartier. L'incendie s'est arrêté à quelques mètres de nous.

Ce fut donc au lendemain même de ces effroyables événements, alors que toute la communauté était dans le désarroi le plus complet, alors que des familles entières quittaient la ville et les ruines fumantes, nous conseillant de faire de même, que je vous ai prié de m'autoriser d'ouvrir d'urgence et bien largement, les portes de l'école aux enfants des sinistrés et réfugiés. Votre réponse ne se fit pas attendre. Durant tous ces événements tragiques, votre

personnel, Monsieur le Président, a fait montre d'une attitude de calme et d'un esprit de dévouement, bien souvent au-dessus de ses forces. Il m'est particulièrement agréable de vous le signaler" (168).

Bilan scolaire et démographique. "Nous comptons aujourd'hui à l'école de garçons 366 élèves dont 231 payants et 135 gratuits ; à l'école de filles 189 payantes et 186 gratuites et à l'école enfantine 142 payants et 249 gratuits et demi-gratuits, ce qui nous fait en tout 562 payants" (169).

"Des sept écoles qui ont fonctionné à l'intérieur jusqu'en septembre dernier, quatre ont survécu aux événements de l'Anatolie. Ce sont, par ordre d'importance, celles de Tyreh, Pergame, Melasse et Menemen. L'école d'Aidin est aujourd'hui occupée par les autorités turques. D'ailleurs Aidin tour à tour ravagée par des pillages en règle et des incendies, ne contient plus une seule âme juive aujourd'hui. Les écoles de Magnésie et de Cassaba ont été, comme vous le savez déjà, complètement brûlées avec toutes les habitations, boutiques mosquées et synagogues de ces jolies localités, naguère si heureuses et si prospères ! Aujourd'hui quelques coreligionnaires, anciens habitants de ces localités, essayent d'y reconstruire leur boutique et leur logement, mais l'école et leur synagogue qu'ils aimaient tant et pour lesquelles ces braves gens de l'intérieur ne trouvaient jamais qu'ils travaillaient assez, ne se relèveront pas de sitôt de leurs cendres.

Si les écoles de Tyreh, Pergame et Menemen ont pu échapper miraculeusement aux flammes, elles n'ont pu éviter les pillages lors du départ des Grecs ni surtout les conséquences économiques du désastre de l'Anatolie. Partout les meilleures familles, celles qui soutenaient financièrement l'école et les pauvres, ont quitté et se sont établies à Smyrne et à l'étranger. Les familles qui vivent presque au jour le jour sont seules restées créant plutôt un sérieux embarras aux dirigeants de ces petites communautés. C'est ainsi que sur les 39 familles qui forment la population actuelle juive de Menemen, vous ne trouverez plus un seul boutiquier d'importance, un quincaillier ou un commerçant quelconque. Vous trouverez par contre des familles sans homme, des veuves de guerre pour la plupart, travaillant à la journée dans les maisons turques ou autres, faisant le ménage ou la lessive des autres et gagnant ainsi leur pain quotidien. Il y avait à Menemen trois familles aisées, les Soria par exemple, qui soutenaient à elles seules l'école. Elles ont quitté la région ces derniers temps. Il en a été de même des familles aisées habitant jusqu'ici Tyreh et Pergame.

Les écoles de ces trois localités ont péniblement fonctionné cette année. Les professeurs n'ont pas reçu leur traitement en entier et bien entendu ils ont quitté pour la plupart. Les malheureuses Communautés n'arrivent pas à les payer [...]. Je prie donc le Comité Central d'assister plus efficacement les petites Communautés de l'intérieur et de leur accorder aussi une subvention pour nourrir leurs élèves pauvres et orphelins. Plus nos coreligionnaires de l'intérieur trouveront chez eux le moyen de

donner à leurs enfants l'instruction et l'éducation qu'il leur faut, plus ils resteront dans leurs localités. Ils ne chercheront pas à les quitter pour s'établir à Smyrne ou à l'étranger [...].

Voici quelques détails sur le fonctionnement de ces quatre écoles.

École de Tyreh. Population israélite actuelle 1 600 âmes, école mixte comprenant sept classes et 220 élèves garçons et filles. La moitié des élèves gratuits. M. Amiel, le directeur, dirige l'école depuis trois années avec compétence et dévouement.

École de Pergame. Population israélite actuelle 190 familles, 900 âmes environ, 95 élèves en tout, garçons et filles, 60 gratuits et 35 payants. M. Catan, le directeur, s'évertue à maintenir cette école ouverte malgré les grosses difficultés pécuniaires dans lesquelles il ne cesse de se débattre.

École de Mélasse. 110 élèves payants pour la plupart. La Communauté qui n'a pas eu à souffrir des derniers événements en a toute la charge.

École de Menemen. Cette localité située à mi-chemin de Smyrne à Magnésie contenait l'année dernière 42 familles, 250 âmes israélites environ. Après les événements, trois familles, les plus aisées bien entendu, ont quitté la région et il n'y est plus resté que des pauvres et des veuves. L'école comprenant 40 élèves, tous gratuits, est dépourvue de toutes ressources. Un brave rabbin dirige avec son fils l'école et ne reçoit rien de la Communauté. Au surplus petite communauté pauvre et tout à fait nécessaire" (170).

Constat. On ne peut que mesurer l'ampleur du désastre. "Je ne vois que des ruines, des pans de mur, des cheminées qui menacent à tout instant de tomber" (171).

La situation économique est dramatique. La vie quotidienne a bien changé. "La vie à Smyrne est devenue pire que celle que nous avons passée au Maroc d'avant l'occupation française ; vie terne, monotone, sans aucune distraction matérielle ou morale. Les théâtres, cinémas, les cafés, les clubs, où les journaux du monde entier se trouvaient réunis, où nous trouvions toutes sortes de distractions agréables et instructives, tout a disparu, anéanti par l'incendie. Alors qu'à Constantinople la situation n'a guère changé, à Smyrne tout a été bouleversé [...]. Nous vivons ici comme des anachorètes, soumis à toutes les interdictions possibles et inimaginables (sic), à des tarifs douaniers impossibles, bref, chargés d'expier nous ne savons plus quels péchés de l'humanité.

Malgré tout, nous ne perdons pas notre bonne humeur et notre espoir dans une meilleure vie que celle que nous menons. Sans cela, comment aurions-nous pu faire pour accomplir notre lourde tâche actuelle !" (172).

L'afflux des réfugiés est un problème majeur.

"Nous sommes en plein hiver et plus de 4 000 réfugiés des plus nécessiteux continuent à loger dans les synagogues et les hôpitaux sans matelas et sans aucune couverture. Pour comble de misère, la petite distribution de pain qui se faisait jusqu'ici en leur faveur a été supprimée, la Commission américaine de

secours n'ayant plus de fonds, paraît-il. D'autre part, notre Communauté, entièrement ruinée ou presque par suite des derniers incendies, ne peut plus rien pour eux" (173).

"Nous n'avons pas à nous illusionner : le rapatriement des réfugiés de l'intérieur sera bien difficile, car rares sont les maisons qui sont restées debout. A Aidin, par exemple, notre école, une mosquée et quelques habitations situées sur la montagne et en dehors de la ville ont pu être sauvées. Tout le reste a été rasé. Il en est de même de la plupart des autres localités de l'intérieur, telles que Cassaba, Salihli, Magnésie" (174).

"Je vous ai déjà mis au courant, au jour le jour presque, des vicissitudes par lesquelles notre Communauté a passé depuis les événements de septembre jusqu'à ce jour : envahie par plus de quinze mille réfugiés de l'intérieur, ruinée à son tour par l'incendie, tiraillée de tous côtés par les nombreuses institutions de bienfaisance, écoles, hôpitaux, œuvres de charité qui s'étaient vues privées brusquement de toutes ressources, démoralisée et affolée presque, notre Communauté a voulu se retirer. Son président démissionna, d'autres collègues le suivirent, d'autres quittèrent le pays avec leurs familles. Bref, c'était le désarroi complet. Ce n'est que depuis quelques semaines que [...] notre Communauté s'est réorganisée comme auparavant et que toutes les institutions continuent à fonctionner [...]. Aujourd'hui, une des plus sérieuses préoccupations de la Communauté est bien la question des réfugiés. Tant que ces derniers ne seront pas renvoyés dans leurs

foyers, ils constitueront pour elle un gros souci. Mais où les envoyer ? Tout est brûlé, dévasté à l'intérieur, ces malheureux eux-mêmes ne voudront plus y retourner. Là où le rapatriement est possible, la Commission ne manque pas de faciliter l'opération. En attendant, grâce aux secours que vous avez bien voulu lui envoyer, grâce aussi à ceux que des coreligionnaires de Smyrne établis en Amérique lui ont fait parvenir, des prêts plus ou moins importants sont faits par elle à tous ceux qui veulent travailler et qui peuvent surtout travailler. Des distributions d'argent sont rares" (175).

Evidemment, l'afflux des réfugiés se complique d'une mauvaise situation sanitaire. "L'état sanitaire en ville et dans les familles des réfugiés en particulier laisse beaucoup à désirer. La scarlatine, les mauvaises fièvres y sévissent" (176). "Melle P. [une institutrice] est atteinte depuis quelques jours d'une très forte scarlatine" (177). "En raison du mauvais état sanitaire de la ville, toutes les écoles ont été fermées pour une semaine" (178).

*Les demandes de secours sont innombrables. "Je suis le fils de M. [...], originaire de Magnésie. Mes parents avaient une situation aisée, mais malheureusement à la suite des récents événements, sont devenus des pauvres malheureux pouvant à peine subvenir à leur besoin indispensable : la nourriture." (179). *Les dons sont insuffisants. "J'ai remis à M. [...] [l'ancien directeur de l'école de Cassaba] un premier secours de frs 200, en attendant que vous puissiez faire**

quelque chose pour lui" (180). "Je vous adresse un don de la communauté de Rio de Janeiro et de notre maison dans cette ville en faveur des sinistrés et pauvres israélites de Smyrne" (181).

Ceux des Juifs de Smyrne qui étaient naguère aisés sont ruinés. Les habitants des localités de l'intérieur ont perdu leur maison et sont hébergés dans des locaux de fortune ; leur avenir est pour le moins incertain. Une émigration importante se dessine dès la fin de l'année 1922 et s'amplifie dans les mois suivants. "Depuis quelques semaines, un mouvement intense d'émigration existe parmi nos coreligionnaires de Smyrne. Chaque bateau emporte des centaines de familles pour les diriger soit en Amérique, en Argentine, au Caire ou en France, où elles rejoignent un fils, un oncle ou un parent quelconque" (182). "Des familles entières quittent le pays pour se rendre en Europe, en Egypte et en Amérique du Sud. C'est que tout l'intérieur s'est transporté presque dans notre ville. Les régions d'Aidin et de Nazili n'ont plus une seule famille juive ; celles de Tyreh, Pergame, Cassaba, ont vu diminuer fortement leurs populations israélites" (183).

Le panorama n'est guère optimiste. Encore faut-il ajouter que le directeur de l'école ne raconte pas tout, à cause de la censure et que, d'autre part, les communications restent difficiles pendant plusieurs semaines après les événements de septembre 1922. "Il est inutile de faire passer nos lettres par Constantinople : elles devront alors subir deux fois

l'opération de la censure à l'arrivée et au départ de Constantinople" (184). "Votre dépêche a mis un mois pour arriver à destination" (185).

La vie essaie tout de même de reprendre. "Un peu de tranquillité, de bien être et d'espoir paraissent revenir au sein de notre communauté [...]. La signature de la paix permettra enfin à chacun de relever avec confiance les ruines de son foyer" (186).

Le pouvoir turc s'installe et, symboliquement, un congrès économique se tient à Smyrne, auquel assistent plus de 2 000 délégués (187).

Le traité de Lausanne est signé le 24 juillet 1923 : il donne définitivement Smyrne à la Turquie. Les Juifs l'attendaient, écrit Benaroya, "avec patience et-résignation" (188). *Ils participent à la joie populaire.*

"De grandes manifestations ont eu lieu cette semaine dans notre ville à l'occasion de l'heureuse signature de la paix. Tous nos coreligionnaires y ont pris part avec ferveur et joie" (189). *Une grande manifestation a lieu pour fêter l'anniversaire de la bataille de la Sakarya.*

"A l'occasion de la victoire décisive dite "Victoire du Généralissime" sur les Hellènes, une grande fête militaire a eu lieu dans tout le pays. Celle qui eut lieu à Smyrne fut particulièrement brillante. La Communauté israélite y a pris part et une fillette de l'école offrit au Général Izzedine Pacha une superbe gerbe de fleurs. Le Général y a été très sensible" (190).

La France reste toujours très proche de l'Alliance et de ses écoles. "A l'occasion du Nouvel An, nous avons fait hier, M. le Grand Rabbin de la communauté et moi, nos visites habituelles aux divers Consulats de notre ville. M. Graillet, le Consul général de France a été particulièrement touché de notre visite et n'a pas manqué de nous réitérer, en présence de tous les officiers français de terre et de mer actuellement à Smyrne, toute sa satisfaction pour la magnifique œuvre scolaire de l'Alliance Israélite à Smyrne et à l'intérieur" (191). "M. Michel Graillet, délégué du Haut Commissaire de la République française et M. Le Gall, commandant supérieur du croiseur "Metz" ont rendu visite hier à M. le Grand Rabbin et aux représentants de l'Alliance Israélite auxquels ils ont bien voulu adresser leurs félicitations à l'occasion de la fête de Pâque" (192).

Le pouvoir turc s'installe

Il est toutefois vite évident que les autorités turques désirent reprendre en main le système scolaire. Six semaines après l'entrée des troupes turques à Smyrne, le nouveau directeur de l'Instruction publique visite l'école de l'Alliance et impose un enseignement suffisant de turc. "Les autorités civiles ont fini par s'installer et une de nos premières visites a été celle faite au nouveau directeur de l'Instruction publique Vasfi Bey. Ce dernier nous a reçus avec beaucoup d'amabilité et nous a autorisés à rouvrir les écoles comme par le passé en demandant toutefois un minimum de 6 heures par semaine et par classe de



langue turque et 2 heures d'enseignement de l'histoire et géographie de l'Empire ottoman en turc donné par des professeurs turcs. Nous confectionnons nos programmes conformément à ces demandes" (193).

Les relations sont courtoises mais les autorités turques sont vigilantes. "L'Inspecteur de l'Instruction publique [...] a visité hier longuement nos classes. Sa visite a duré 4 heures. C'est vous dire combien il a inspecté minutieusement nos classes, interrogeant élèves et maîtres à la fois et ne cessant de nous témoigner sa satisfaction pour tout ce qu'il voyait et entendait. Avant de s'en aller, il a tenu à enregistrer ses impressions sur un registre spécial, et à dire en particulier qu'il citera nos écoles comme exemple à toutes les autres écoles, turques ou non, de sa circonscription" (194).

"Nos relations avec les autorités locales sont des plus correctes. Elles connaissent nos écoles et elles savent, depuis longtemps déjà, que nous ne poursuivons d'autre but que le relèvement de nos coreligionnaires dans le cadre de la souveraineté ottomane. Elles sont d'ailleurs très heureuses de nous montrer en toutes occasions une grande sympathie" (195).

Benaroya est donc optimiste. L'oeuvre scolaire et sociale de l'Alliance continue. "A la date du 23 octobre, nos classes, largement ouvertes au public israélite, étaient déjà remplies [...]. Afin de contenter toutes les familles, réfugiées ou non, nous prenons un ou deux élèves de chaque famille et nous tâchons de placer les autres dans de petites écoles privées ou au Talmud Tora" (196).

"Nos professeurs ne nous ont marchandé ni leur temps ni leurs loisirs" (197).

"Notre œuvre de nourriture a recommencé à fonctionner comme par le passé. Le Comité des anciens élèves de l'Alliance, "la Bonne Volonté", bien que fortement désorganisé par suite des derniers événements, malgré les difficultés inouïes d'aujourd'hui, la cherté excessive des vivres et le manque total de ressources [...] n'a pas craint de se mettre bravement à la tâche, de sorte que 300 élèves environ, orphelins, réfugiés et sinistrés pour la plupart, reçoivent journallement un repas chaud et excellent" (198).

Un certain nombre de sujets d'inquiétude apparaissent toutefois. "Tous nos professeurs doivent être de nationalité ottomane" (199).

"M. M... L..., qui est bulgare, ne pourra plus exercer ses fonctions à Smyrne" (200) "M. E., ancien directeur de l'école de Cassaba [...] étant de nationalité étrangère, ne peut exercer ni chez nous ni à l'intérieur. C'est ainsi que le poste de directeur de Melasse est vacant et il ne peut être occupé par lui. [Il] est chargé de famille et il a exercé dans les écoles de l'Alliance pendant 32 années. Il ne lui manquait que quelques années pour avoir droit à la retraite. De plus, partout où il a été, les communautés ont été satisfaites de son travail. Il est malheureux, donc, qu'en raison de sa nationalité étrangère (il est italien), il ne puisse pas continuer son travail chez nous et gagner son pain. Je vous proposerai de l'envoyer à Rhodes [*Rhodes et le Dodécanèse sont sous souveraineté italienne*] (201).

Plus inquiétant encore : le bruit court que l'enseignement du français va être interdit. Benaroya se voit obligé d'adresser un démenti au Journal des Débats qui a publié cette nouvelle : "Dans votre numéro du 10 novembre, n° 1498 page 769 nous lisons ce qui suit : "D'après une nouvelle parvenue samedi au Quai d'Orsay, la Grande Assemblée Nationale a décidé de remplacer dans les vingt-quatre heures l'enseignement du français par celui du turc dans toutes les écoles chrétiennes et israélites". Dans le but de rétablir la vérité, nous nous empressons de vous déclarer que, dans nos écoles et dans toutes celles de notre ville et de la région, l'enseignement du français n'a pas été supprimé. Il n'a même pas été réduit. Le programme des études dans cette langue reste, d'accord avec la Direction de l'Instruction publique, le même que par le passé.

(Signé) Le directeur du lycée juif Béné Berith. Cherezli

Le directeur des écoles de l'Alliance Israélite Universelle. J. Benarogo (sic). (202)

Le 29 octobre 1923, la République est proclamée. Une ère nouvelle commence.

Commentaires

Il est illusoire de faire de l'histoire fiction. Le nez de Cléopâtre... A l'inverse, il est facile de considérer que l'issue des événements était inéluctable et de trouver des explications logiques au déroulement des événements tels qu'ils se sont passés. C'est pourtant

ce que fait le directeur de l'école de Kirk Kilissié — aujourd'hui Kirklareli — Kirk Kilissié se trouve en Thrace, à quelques dizaines de kilomètres à l'Est d'Andrinople. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une localité de la région de Smyrne, beaucoup d'analogies existaient avec les villes de cette région : la Thrace, dans sa presque totalité, avait en effet été dévolue à la Grèce par le traité de Sèvres ; c'est pourquoi il nous a paru intéressant de reproduire ici de larges extraits d'une lettre d'E. Canetti. (203).

"Il ne serait pas sans intérêt, maintenant que la Thrace orientale va être évacuée par les Grecs [...] de faire une esquisse de ce qu'ils y ont fait durant les vingt-sept mois qu'a duré leur domination. Si la décision prise par les puissances ententistes de replacer cette province sous la souveraineté turque a été heureuse et conforme à l'équité, un avenir pas très éloigné nous l'apprendra [...] [La] distance qui j'ai tenu à avoir dès le début de l'arrivée [des Grecs] ici, m'a fait mal juger d'eux [...]. Je me suis vu exposer à de graves ennuis — cinq journées d'emprisonnement [...]. [Ma relation] saura donner une idée plus ou moins nette sur ceux qui ont administré la Thrace durant plus de deux ans, sur la conduite qu'ils ont eue à l'égard des éléments hétérogènes, enfin sur leur mentalité, leur état d'esprit et d'âme. Si l'on parvient à les mettre en pleine lumière, l'on aura la clé des raisons qui ont amené la catastrophe grecque. Evidemment, les causes matérielles — secondaires d'après nous — qui l'ont produite nous échappent presque [...]. Ne savons-nous pas pertinemment que l'armée la meilleure, pourvue des engins les plus

perfectionnés ne peut obtenir une victoire définitive si elle n'a pas un moral qui l'anime [...] ? [...]. L'aveuglement du peuple grec, sa fatuité et l'importance qu'il s'accorde ne lui aura pas permis de tirer des événements les leçons qu'ils comportent [...] afin d'éviter à l'avenir le retour des catastrophes pour le mener à la ruine [...]. Etre trop fier, trop dédaigneux des autres, trop imbu de soi, de sa race, de sa grande valeur, cela crée une mentalité arrogante, présument trop de soi, méprisant ceux qui l'entourent et se préparant [...] des désagréments qui plus tard leur font dessiller les yeux lorsqu'il n'en est plus temps [...]. Lorsqu'un peuple [...] conscient de sa force, surtout lorsque celle-ci lui est procurée par d'autres, plutôt qu'elle n'est le résultat de son propre effort, en abuse, et au lieu d'user de clémence, tâche de tirer vengeance de ceux que le destin a livrés entre ses mains, fatalement, perdant la notion et la mesure des choses, [il] se crée des ennemis qui [provoquent] sa perte [...]. Les Grecs auraient dû agir avec leurs nouveaux ressortissants en conformité avec leur caractère, s'adapter, être souples, faire des concessions opportunes, se pencher vers ceux que l'on va administrer, prévenir leurs légitimes désirs en tant que compatibles avec la sécurité du pays [...] reléguer l'assouvissement des vengeances raciales et confessionnelles. Les rancoeurs et les haines accumulées durant l'histoire doivent disparaître [...]. Peuple [...] mégalomane, orgueilleux, fat, s'imaginant en état de ressusciter ce qui a disparu sans retour, les Grecs se sont égarés ; c'est leur aberration qui a causé leur ruine.

Nous laissons bien entendu à leur auteur la responsabilité de ces jugements à connotation incontestablement raciste. Les déboires qu'il a eus pendant l'occupation grecque expliquent probablement sa partialité.

Nous pouvons diviser les vingt-sept mois de domination grecque en Thrace orientale en plusieurs périodes [...].

Premiers mois de l'occupation [...]. L'enthousiasme débordant des Grecs était compréhensible. Turcs et Israélites observaient une attitude sinon enthousiaste, du moins assez peu hostile. Une chose dont on convient et qui contenta la population, ce fut la sécurité : l'attitude du gouvernement à l'égard des nouveaux administrés ne pouvait se définir au début [...], on était encore dans la période des réjouissances, illuminations, discours, banquets, tournée royale (du roi Alexandre) ⁽²⁰⁴⁾, proclamations des autorités civiles et militaires, appel à la fraternité et à la collaboration des races, à l'oubli du passé et à la concentration des efforts pour le bien commun [...].

[Après] les élections législatives [de] novembre 1920 [...] [et] l'échec retentissant de Venizelos [...], le roi Constantin vint triomphant appelé par un peuple délirant d'enthousiasme. Avec son triomphe finit la courte période de l'égalité et de l'illusion de vivre dans un pays démocratique [...]. La politique antiturque du gouvernement était instaurée et battait son plein pendant l'hiver 1921. Perquisition dans les villages musulmans, découverte soi-disant d'un complot contre la domination hellène permettant

toute espèce d'excès, arrestations en masse, abus contre les femmes, déportations, condamnations. Cette conduite du gouvernement aurait pu être adoucie, si on l'avait voulu, c'est-à-dire si les Grecs indigènes étaient intervenus en faveur de leurs concitoyens musulmans, lui avaient conseillé le rappel des mesures coercitives, rigoureuses, le calme, la modération, lui avaient fait profiter de l'expérience qu'ils possèdent des Turcs au milieu desquels ils vivent depuis de longs siècles. A l'encontre de tout cela, ils ont jeté de l'huile sur le feu, ont envenimé les choses par leurs rapportages et intrigues, ont déterré des histoires anciennes [...] et ont fait tout leur possible pour appauvrir l'élément musulman, s'emparer de ses biens, et [...] commettre des exactions [...].

A l'égard des Israélites, les Grecs de l'Hellade n'avaient aucune prévention. Ils ne savaient pas ce que c'est que l'antisémitisme et la haine du Juif. Il semble au contraire qu'ils aient eu au début quelques sympathies provenant de la facilité des nôtres à se mieux adapter aux circonstances et de leur sociabilité [...]. Tandis que les Grecs d'ici ne pouvaient avoir d'autres griefs contre eux que leur constance et leur attachement aux Turcs pour lesquels ils ont une sympathie naturelle [...].

A cela s'ajoute la jalousie terrible de voir en son coreligionnaires des concurrents, des rivaux sérieux. Les Grecs ne peuvent pas souffrir, durant ces deux dernières années moins que jamais, que d'autres puissent faire des affaires et y réussir des fois mieux, avec plus d'habileté, pour la simple et bonne raison

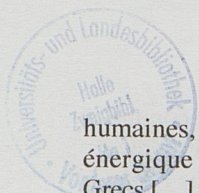
que, se contentant de modestes bénéfiques, les nôtres ont plus de chances de réussir [...]. Comme légalement, ils ne pouvaient rien faire contre les nôtres, ils travaillaient en sous-main contre eux, leur suscitant des difficultés, et surtout médisaient des nôtres auprès de qui de droit, afin de plonger dans la suspicion tout l'élément israélite [...]. Mais les Israélites, malgré les graves mécomptes qu'ils essayaient, supportaient avec patience, résignation, la situation qui leur était créée, ayant fermement espoir dans le retour de jours meilleurs, car étant bien convaincus que les Hellènes ne pouvaient s'établir à demeure dans le pays. [...] Dans l'apogée de la puissance grecque, en 1921, alors que l'armée paraissait se couvrir de gloire à Eski-Chehir, à Afion-Karahissar, alors que les Grecs, débordants d'enthousiasme, ivres de joie d'avoir fait reculer les Turcs, aveuglés par les succès éphémères, trouvaient de bonnes raisons de se croire à jamais libres de leur destinée, se permettant les illusions les plus folles et se les imaginant tout près de leur réalisation, se croyant les arbitres du Proche Orient, ayant la satisfaction orgueilleuse d'avoir été l'artisan principal de cette question d'Orient, oubliant déjà les Alliés, entendez les Anglais car la France, on la détestait, n'était-elle pas l'ennemie puisqu'elle soutenait les Barbares infidèles. Alors même que tout semblait contredire leur conviction intime, leur ardent vœu, les Israélites, surpris, déconcertés un moment, étonnés au sens étymologique du terme, remettaient les choses à leur place naturelle et les voyaient suivre, malgré quelques démentis apparents, le cours qu'elles devaient avoir,

se prenaient à espérer que cela ne finira pas comme les apparences le laissent croire et comme les Grecs se l'imaginaient [...]. Ils discernaient bien que l'Asie Mineure est le champ clos où se battent deux puissances formidables : l'Angleterre et la France, la première ayant, comme exécutrice de ses projets, la Grèce, abandonnée à ses propres forces, à ses propres moyens, et ne lui prodiguant que des paroles pompeuses, flatteuses, vaines [...]. L'autre, la France, soutient les Turcs, parce qu'une sympathie quatre fois séculaire lie l'une aux autres, et que la dernière guerre, malgré sa férocité, n'est pas parvenue à faire disparaître [...]. La France a voulu s'acquérir [...] la sympathie de la conscience musulmane universelle [...]. *[Elle]* a bien compris la force terrible que cette conscience représente et le rôle qu'elle semble devoir jouer dans un avenir qui ne semble pas fort éloigné [...]. La fonction dévolue aux peuples professant l'islamisme devra être d'autant plus importante que les vastes régions où ils habitent semblent être destinées à être le théâtre d'opérations de guerre de grande envergure [...]. Aussi a-t-elle aidé les nationalistes turcs non à la manière anglaise par les discours de ses ministres et par des promesses fallacieuses, mais par des munitions, des vivres, enfin par toute aide efficace [...]. Par une appréciation aussi saine de la politique orientale des puissances ententistes, par la lassitude que la guerre, malgré les victoires, faisait naître chez les soldats de la vieille Grèce et qu'ils discernaient bien, les nôtres ont aisément compris que ces victoires ne seront point définitives, décisives [...] et que ni le temps, ni les dépenses, ni même la perte de vies

humaines, ne feront changer d'un iota la résolution énergique du peuple turc dans sa levée contre les Grecs [...].

Un service de l'administration hellène était très bon : c'est le service de la salubrité publique. Les visites des docteurs militaires étaient presque quotidiennes. Les médecins s'évertuaient à prévenir les maladies plutôt que d'avoir à les combattre. Ils portaient leur attention sur les denrées susceptibles de contamination facile. Ils ordonnaient des mesures de propreté sévères et forçaient les boutiquiers à leur observation rigoureuse. Au début, la population trouvait un peu gênante cette surveillance : elle maugréait contre les amendes imposées aux contrevenants. Mais, à la longue, elle a bien compris son intérêt et s'y est faite. Grâce à leur prise à temps de mesures prophylactiques rigoureuses, des maladies contagieuses ont pu être évitées, des épidémies empêchées d'éclater" (205).

Cet hommage au service de santé grec est la seule note laudative de la longue lettre que, quinze jours après l'armistice de Mudanya, Canetti, directeur de l'école de Kirk Kilissié adresse aux dirigeants parisiens de l'Alliance, dans un style où l'on retrouve, curieusement, un peu de la prolixité de son illustre homonyme. La suite de la lettre est consacrée aux excès de la police grecque pendant l'occupation et à la panique et à l'exode de la population grecque de Thrace orientale. Malgré le grand intérêt et la richesse de ces descriptions, ce n'est pas notre propos de les reproduire ici, les conditions en étant très différentes de celles de la région de Smyrne. Par



contre, l'analyse historique et politique de cet instituteur d'une petite ville de la Turquie d'Europe ne manque pas de pertinence. On y retrouve beaucoup d'analogies avec la situation à Smyrne : désir initial des autorités grecques de se concilier les populations juive et musulmane ; hostilité de la population grecque autochtone vis-à-vis de la communauté juive ; crainte des Juifs à la perspective d'être rattachés au royaume hellène ; changement d'attitude des autorités grecques après la chute de Vénizelos et le retour au pouvoir du roi Constantin ; triomphalisme grec lors des premières victoires militaires ; désengagement anglais ; appui français aux nationalistes turcs. Canetti préconise même la future politique musulmane de la France !

Voici donc de très larges extraits de lettres d'instituteurs de l'Alliance pendant les dix années 1914-1923. Dix années de misère et de fureur qui ont bouleversé Smyrne et sa région. Ces documents ne prétendent pas à l'objectivité. Leur partialité est incontestable. Ils ont néanmoins l'intérêt de rapporter, jour après jour, les événements tragiques qui se sont déroulés dans cette région, non pas avec le regard et le recul de l'histoire, mais avec celui du témoin.

...



Références

1. Nous remercions vivement l'Alliance Israélite Universelle et, en particulier, son conservateur, M. Jean-Claude Kuperminc, qui a bien voulu nous autoriser à consulter les archives et à publier les lettres que nous avons sélectionnées. Nos remerciements vont également à Melle Rose Levyné pour sa disponibilité et son efficacité.
2. Nous utilisons la dénomination et l'orthographe françaises des lieux comme le font, dans leurs lettres les instituteurs de l'Alliance : Smyrne et non Izmir, Magnésie et non Manisa, Melasse et non Milas, Tyreh ou Tireh et non Tire, Cassaba et non Kasaba. Aydin est orthographié Aidin, avec, évidemment un point sur le deuxième i, les caractères latins pour la langue turque n'étant adoptés que plusieurs années plus tard -ou parfois Aïdin avec un tréma sur le premier i -ou encore Aïdine. De même, nous utilisons la graphie française des mots turcs : conak et non konak.
3. Archives de l'Alliance Israélite Universelle (AAIU). Turquie. Magnésie. xcii E Tovi, 16 juin 1914.
4. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 août 1914.
5. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914.
6. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914
7. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914
8. AAIU. Turquie. Magnésie. xcii E. Tovi, 28 juillet 1914
9. AAIU. Turquie. Magnésie. xcii E. Tovi, 5 août 1914
10. AAIU. Turquie. Magnésie. xcii E. Tovi, 28 septembre 1914
11. AAIU. Turquie; Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914
12. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 août 1914
13. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914
14. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 22 octobre 1914
15. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 28 décembre 1914
16. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E; Nabon. 1er septembre 1914
17. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 9 septembre 1914
18. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1914
19. Les références historiques et la chronologie des événements sont, pour la plupart, tirées de l'ouvrage suivant : Paul Dumont. *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*. Bruxelles. Editions Complexe, 1983 et 1997



20. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 2 novembre 1914
21. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 23 novembre 1914
22. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 15 février 1915
23. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, Marcel Franco, poste restante à Lausanne, 18 octobre 1915, 8 février 1917, 12 janvier 1918, 27 juin 1918, 15 juillet 1918.
24. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, Marcel Franco, poste restante à Lausanne, 18 octobre 1915, 8 février 1917, 12 janvier 1918, 27 juin 1918, 15 juillet 1918.
25. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 14 octobre 1915.
26. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 23 novembre 1914, 15 février 1915, 18 octobre 1915.
27. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 août 1915.
28. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, novembre 1915.
29. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 16 mars 1915.
30. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 23 novembre 1914.
31. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 23 novembre 1914.
32. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 23 novembre 1914.
33. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 8 février 1917.
34. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 12 janvier 1918.
35. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 12 janvier 1918.
36. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 15 juillet 1918.
37. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 26 novembre 1918.
38. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 26 novembre 1918.
39. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 1er juin 1919.
40. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 1er juin 1919.
41. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.
42. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
43. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.
44. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.
45. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
46. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
47. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.
48. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.
49. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 1er juin 1919.
50. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 20 juin 1919.

51. Archives du Ministère des Affaires Etrangères (A.M.A.E.). Levant 1918-1940. Turquie. Volume 117.
52. Paul Dumont. *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*. Bruxelles. Editions Complexe, 1983 et 1997 p. 34.
53. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919.
54. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 6 juillet 1919.
55. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 9 juillet 1918.
56. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 30 mai 1919.
57. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 25 juillet 1919.
58. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 9 juillet 1919.
59. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique; Nabon, 12 juillet 1919.
60. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
61. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
62. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 14 juillet 1919.
63. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919, 9 juillet 1919, 17 juillet 1919.
AAIU. Turquie. Aidin. III E. Valadj, 15 juillet 1919, 27 juillet 1919.
64. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 9 juillet 1919.
65. Par des accords secrets signés pendant la Grande Guerre, la région de Smyrne avait été promise à la fois à la Grèce et à l'Italie.
66. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 17 juillet 1919.
67. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919, 17 juillet 1919.
68. AAIU. Turquie. Magnésie. XCII E. Saül, 31 août 1919.
69. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 6 juillet 1919.
70. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 9 juillet 1919.
71. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 9 juillet 1919.
72. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 23 juillet 1919.
73. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 10 décembre 1919.
74. AAIU. Turquie. Izmir. LXXX E. Calmy, 26 février 1920.
75. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919.
76. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919.
77. AAIU. Turquie. Magnésie. XC E. Garguir, 1er juillet 1919.
78. AAIU. Turquie. Aidin. I E. Guéron, 18 août 1919
79. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 14 juillet 1919.
80. C'est le nom que l'on donne, à cette époque, à l'école maternelle.

81. AAIU. Turquie. Magnésie xc E. Garguir, 1er juillet 1919.
82. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 14 juillet 1919.
83. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 14 juillet 1919.
84. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 2 juillet 1919.
85. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 19 juillet 1920.
86. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 23 juillet 1920.
87. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 23 juillet 1920.
88. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 26 septembre 1920.
89. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
90. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
91. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
92. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 décembre 1919.
93. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
94. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 6 juin 1921.
95. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
96. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 2 septembre 1921.
97. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 13 décembre 1920.
98. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
99. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 11 mars 1920.
100. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 11 mars 1920.
101. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 19 juillet 1920.
102. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 23 juillet 1920.
103. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 19 juillet 1920.
104. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 mars 1920.
105. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
106. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 4 avril 1921.
107. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Politique. Nabon, 25 septembre 1920.
108. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
109. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémisme. Nabon, 22 mars 1921.

110. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
111. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
112. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 6 avril 1921.
113. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 4 avril 1921.
114. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 6 avril 1921.
115. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 11 janvier 1921.
116. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 mars 1920.
117. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
118. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
119. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 11 janvier 1921.
120. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 22 mars 1921.
121. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 22 mars 1921.
122. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 24 mars 1921.
123. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 4 avril 1921.
124. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 24 mars 1921.
125. Président de la Communauté israélite de Smyrne à Président du Comité Central de l'Alliance Israélite Universelle. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. 5 janvier 1921.
126. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
127. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
128. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 4 avril 1921.
129. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 22 mars 1921.
130. Lettre circulaire adressée par la Communauté israélite de Smyrne aux Consuls de Grande Bretagne, Amérique, France et Italie. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. 23 décembre 1920.
131. Lettre circulaire adressée par la Communauté israélite de Smyrne aux Consuls de Grande Bretagne, Amérique, France et Italie. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme, 23 décembre 1920.

132. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne, 23 juin 1921.
133. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
134. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
135. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
136. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 26 septembre 1920.
137. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
138. Un certain nombre de Juifs de Smyrne sont d'origine livournaise. Ils se sont installés à Smyrne à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècles. Au début du XX^e siècle, ils parlent italien et sont citoyens ou protégés italiens. Ils forment, au sein de la communauté juive, une sorte d'aristocratie.
139. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 mars 1920.
140. AAIU. Turquie; Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 mars 1920.
141. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 17 mars 1920.
142. AAIU. Turquie. Izmir. LXXXIV E. Nabon, 5 octobre 1920.
143. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 11 janvier 1921.
144. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 22 mars 1921.
145. AAIU. Turquie. Tireh. xcvi E. Amiel, 22 juillet 1921.
146. AAIU. Turquie. I L 1. Nabon, 20 octobre 1920.
147. AAIU. Turquie. II C 9. Smyrne. Antisémitisme. Nabon, 11 janvier 1921.
148. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 28 mars 1922.
149. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 23 novembre 1921.
150. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 21 avril 1922.
151. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 25 mai 1922.
152. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 5 juillet 1922.
153. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 2 septembre 1922.
154. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 5 septembre 1922.
155. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 7 septembre 1922.
156. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 septembre 1922.
157. Témoignage de M. Léon Benaroya, fils du directeur de l'école de l'Alliance à M. Henri Nahum.
158. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 18 septembre 1922.
159. Fête juive commémorant la traversée du désert du Sinaï par le peuple hébreu.

160. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 21 septembre 1922;
161. AAIU. Turquie. Tireh. xcvi E. Amiel, 29 septembre 1922.
162. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 28 septembre 1922.
163. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 5 octobre 1922.
164. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 17 octobre 1922.
165. R [...] G [...] à Président de l'Alliance Israélite Universelle AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 11 novembre 1922.
166. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 4 novembre 1922.
167. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 28 janvier 1923.
168. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
169. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
170. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 16 août 1923.
171. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
172. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
173. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 22 novembre 1922.
174. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 23 décembre 1922.
175. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
176. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
177. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 23 décembre 1922.
178. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 5 janvier 1923.
179. Lettre de M. [...] à M. le Secrétaire général de l'Alliance. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 3 août 1923.
180. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 30 novembre 1922.
181. Lettre de LH et Cie, Paris à M. le Président de l'Alliance Israélite Universelle. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 29 novembre 1922.
182. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 17 janvier 1923.
183. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 16 octobre 1923.
184. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 29 décembre 1922.
185. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 10 novembre 1922.
186. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 2 avril 1923.
187. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 2 avril 1923.
188. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 2 avril 1923.
189. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 29 juillet 1923.
190. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 31 août 1923.
191. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 2 janvier 1923.
192. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 9 avril 1923.

193. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 20 octobre 1922.
194. AAIU. Turquie; Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 30 novembre 1922.
195. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
196. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 3 novembre 1922.
197. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 8 janvier 1923.
198. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 26 novembre 1922.
199. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 20 octobre 1922.
200. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 15 décembre 1922.
201. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, 30 novembre 1922.
202. AAIU. Turquie. Izmir. LXXVIII E. Benaroya, extrait du Journal des Débats du 15 décembre 1922.
203. Il n'est pas impossible qu'il existe des liens familiaux entre ce Canetti et Elias Canetti, prix Nobel, né en Bulgarie en 1905. Cela mériterait peut-être une recherche particulière.
204. Après la déposition du roi Constantin par les Alliés en 1917, son second fils Alexandre fut appelé à lui succéder. Le décès accidentel d'Alexandre en septembre 1920, coïncidant avec les élections législatives, fit évincer Venizelos et ramena Constantin sur le trône.
205. AAIU. Turquie. xciv E. Kirk Kilissié, Canetti, octobre 1922.

ILLUSTRATIONS

Les notes du géographe franc de Spire sur les vallées
de la région de la Moselle, 1840.

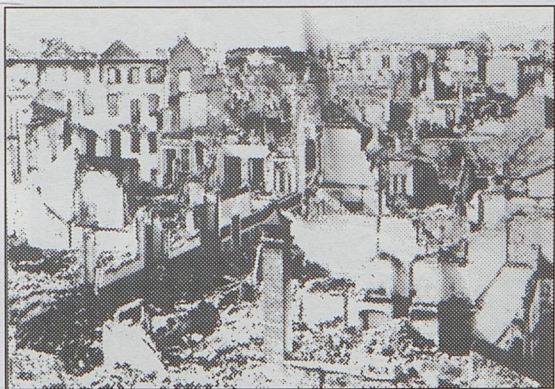
- 281. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1921.
- 282. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1922.
- 283. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1923.
- 284. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1924.
- 285. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1925.
- 286. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1926.
- 287. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1927.
- 288. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1928.
- 289. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1929.
- 290. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1930.
- 291. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1931.
- 292. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1932.
- 293. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1933.
- 294. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1934.
- 295. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1935.
- 296. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1936.
- 297. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1937.
- 298. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1938.
- 299. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1939.
- 300. A. A. Tscherny, *Ann. d. Chem. Phys.* 1940.

28

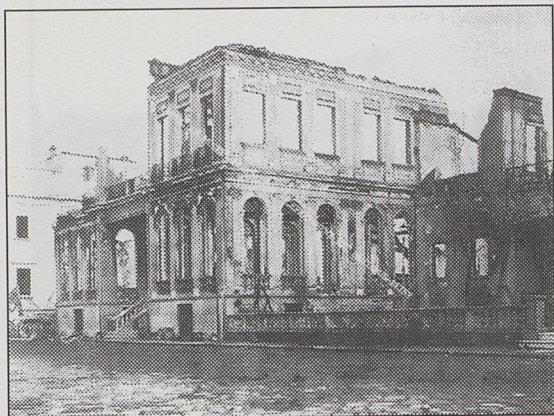




Les ruines de Magnésie.
(avec l'autorisation du Musée Albert Kahn)



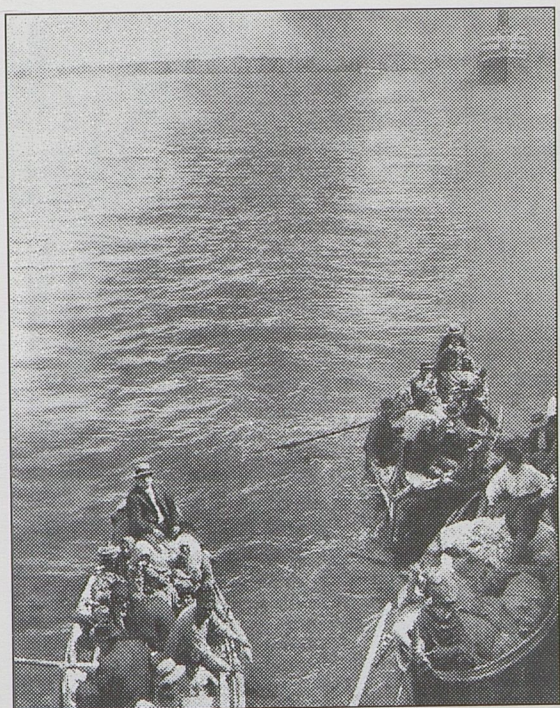
Les ruines du quartier franc de Smyrne après l'incendie.
(avec l'autorisation du Musée Albert Kahn)



Les ruines du Sporting Club sur les Quais.
(avec l'autorisation du Musée Albert Kahn)



Les ruines du quartier franc de Smyrne après l'incendie.
(avec l'autorisation du Musée Albert Kahn)



L'incendie de Smyrne (*L'Illustration*).



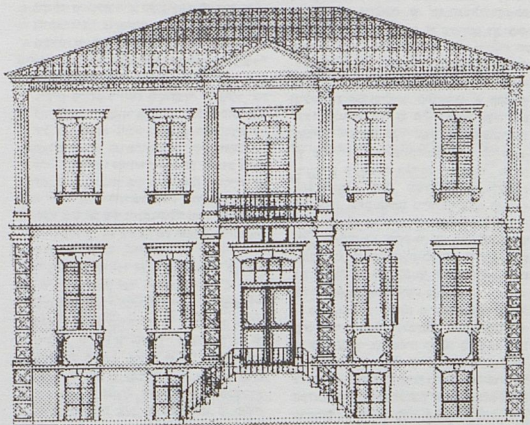
L'incendie de Smyrne (*L'Illustration*).



L'incendie de Smyrne (*L'Illustration*).



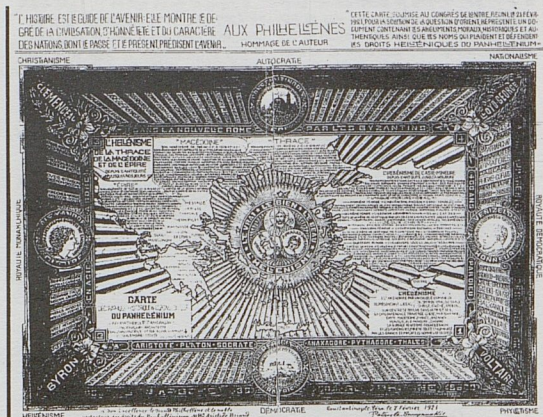
L'incendie de Smyrne (*L'Illustration*).



L'école de l'Alliance Israélite Universelle de Magnésie
vers 1900.



Israël Benaroya et les institutrices et instituteurs de l'école de l'Alliance de Smyrne en 1923.
(à gauche d'Israël Benaroya, le professeur de turc désigné par les autorités locales)



Document à la gloire du Panhellénisme et de la Megali Idea adressé à la Conférence de Londres en février 1921 (AMAE-Levant 1914-1918 vol. 246).



RE. CONSOLATO GENERALE D'ITALIA
IN SMIRNE

FOGLIO DI VIA

per *Magusia*

Foglio di via che si rilascia a *Nathun*

Max (Cristiano italiano)

figlio di *Stäin* di anni *24*

nato a *Magusia* domiciliato in *Limno*

di condizione *mercante solitario*

qui residente al quale si reca a *Magusia*

per *congedo*

Il presente foglio di via è valvole per *Magusia*
e ritorno

Il titolare del presente è stato accertato di maniera di regolare
passaporto.

Smirne, *10 Aprile* 1922

Il R. Console Generale
Maximiliano...



N. *529* R.R.
Dritto L. 100 *Lire*
Ret. 50 *L.C.*

CONSOGLIATI

Statura _____
 Faccia _____
 Occhi _____
 Naso _____
 Bocca _____
 Capelli _____
 Barba _____
 Uff. _____
 Colori _____
 Caratteristica _____
 Segni particolari _____



Firma del Titolare

Laissez-passer délivré par le Consulat général d'Italie à Smyrne
en 1922.



CARTES PATRIOTIQUES TURQUES



La Turquie en deuil.



Espérance.



La Turquie brise ses chaînes grâce à Mustafa Kemal.



Mustafa Kemal vainqueur ; le lion turc foule aux pieds le drapeau grec.

2643/1

Ville de Smyrne
Ecole de Zargous
Mestre Jargous de Héra
Signature D. Nacon

ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE

M. 2 Juillet 1919

N° 26/828

Réponse au

Monsieur le Président.

Tous les lettres doivent
être en français et
être adressées à
Monsieur le Président
de l'Alliance Israélite
Universelle, 10, rue
de Valenciennes, Paris
IX.

A I D I N - Je crois devoir vous tenir au courant, dès que
au jour le jour, de la situation de nos coreligionnaires de cette ville
cela vous concernera, par la même occasion, une fois de plus la situation gé-
nérale.

Nous sommes encore, à cause des difficultés de communications,
dans l'incertitude de ce qui se passe réellement à Ido, mais, par
des rayons qui sont arrivés à Smyrne sous impression des faits qui
se sont pas sans insister au plus haut point.

La ville crise, orage et révolte est les Grecs, et se basant
suffire de tous ces événements qui se produisent sans que nous
de 240 ou 250 Grecs. La ville vive en fait, cependant, la population ab-
soluement se tout ce qu'elle connaît, les vivants restent et, act-
tant la population en général, et nos coreligionnaires en particulier
et jusqu'à ce qu'elle cesse de la vie et de la privation. Vous sa-
vez qu'une partie, la plus importante, de la population juive s'est
réfugiée dans le local de l'école de l'All. Israël, entassés dans
un espace très restreint, sans que de vivants et de résidents, nous
d'origine ou d'une solennité de s'y joindre. On nous raconte même que
des irréguliers absolus y seraient entrés et auraient systématiquement
débouillé les résidents de tout l'argent qu'ils contiennent sur eux.

Pour l'incertitude nous et nous sommes de la situation réelle, nous nous sommes
précisés à envoyer à Jérusalem une commission chargée de nous faire un rapport fidèle
sur nos conditions de nos conditions faire avec nous au aide de nos coreligionnaires
d'Ido. Hier soir nous avons obtenu un sauf-conduit pour cette commis-
sion, car il est évident, ou il est incertain encore de se rendre à Jérusalem ou d'en
venir. Monsieur Nacon, notre Directeur, fera de droit partie de la Commission et de lui
sera afin de lui recommander de veiller à ce que le rapport qui sera fait soit l'ex-
pression réelle de la vérité, sans omission, mais aussi sans exagération.

Lettre du directeur de l'école de Smyrne à propos des
événements d'Aidin (6 juillet 1919).





05 SA 8094

ULB Halle

3/1

000 190 160



LES CAHIERS DU BOSPHORE
XXVI

Henri NAHUM

LA GRANDE GUERRE
ET LA GUERRE
GRECO-TURQUE VUES
PAR LES INSTITUTEURS
DE L'ALLIANCE
ISRAELITE UNIVERSELLE
D'IZMİR

LES ÉDITIONS ISIS
ISTANBUL

© 2003 Les Édi

Publié par les E
Şemsibey Sok.
Beylerbeyi, 346
Tel.: (0216) 321
Fax.: (0216) 32
e-mail:isis@tnn.
www.theisipres

Première édition

ISBN: 975-428-

